9e Année. — N° 160. — 25 Septembre 1933.

Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.
EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à LOUZON, Avenue Fragonard, Cannes (A.-M.), — celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à CHAMBELLAND, 54, rue du Château d'Eau, Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

Mr de Monzie jésuite et mouchard

M. Anatole de Monzie, ministre de l'éducation nationale et des beaux-arts, a publié sa circulaire contre les instituteurs syndiqués.

Le personnage y étale un cynisme qui dépasse largement la moyenne.

Ah ! il est frais, le citoyen qui voulut, lors de son avènement, se donner de grands airs de « gôche » en flanquant la Légion d'honneur à des types proches du mouvement révolutionnaire (je pense à Jean-Richard Bloch) !

Il est frais, le ministre qui, il y a un an, décerna la croix à Emile Glay, ancien secrétaire du Syndicat national!

On voit bien que, depuis la guerre, nos gouvernants de gauche sont au mieux avec les curés. Quel jésuitisme, messeigneurs!

***

« *Le Congrès* (du Syndicat des Instituteurs), écrit Anatole, *a menacé de rompre avec le gouvernement.* »

Mille regrets, monsieur le ministre! Le congrès de Huyghens n'a pas *menacé* de rompre: il a *décidé* de rompre avec votre gouvernement.

Si vous savez lire, mettez vos lunettes, et parcourez ceci:

> *...Le Syndicat national prend acte de la mauvaise foi et du manquement à la parole donnée du gouvernement.*
>
> *Il s'élève avec force contre une pareille attitude qui constitue un véritable défi aux instituteurs dont la patience et la bonne foi ne sauraient être discutées.*
>
> *Le Congrès indigné décide l'application des mesures retenues par le dernier Conseil national:*
>
> 1° LA RUPTURE IMMEDIATE DES RELATIONS AVEC LE GOUVERNEMENT;
>
> 2° *Une cessation de service d'une durée limitée, en octobre prochain.*

C'est la conclusion de l'ordre du jour adopté après débat par la quasi-unanimité du congrès de Huyghens.

Les instituteurs, monsieur le Grand Maître de l'Université, ne vous ont pas *menacé* d'une gifle: la gifle, ils vous l'ont bel et bien appliquée et, quand vous cherchez avec peine à en effacer les traces, vous faites pitié.

Vous savez mieux que personne, Anatole, de quoi il s'agit vraiment.

Je comprends que vous vous foutiez de la retraite des « pédagos », car personne ne doute que vous ne soyez pourvu pour vos vieux jours; mais laissez-moi rappeler que, depuis 1876, et après un avis favorable de la commission de l'Enseignement, que présidait, ô ironie! Monseigneur Dupanloup, les instituteurs avaient été classés dans le service actif: depuis un demi-siècle, ils bénéficiaient de la mise à la retraite à 55 ans.

Votre ami Edouard Herriot, la modestie en personne, trouva, quelques mois après que les électeurs l'eurent de nouveau hissé au pouvoir — non, mais faut-il qu'ils soient... bêtes! — que 55 ans, c'était trop tôt pour se reposer, et que les instituteurs pouvraient bien faire classe jusqu'à 60.

Voyons, est-ce qu'il se repose, lui?

Par un simple décret, un soir de novembre 1932, Edouard Ier retira donc aux maîtres d'école le classement dans les services actifs.

Quand vint Edouard II, et quand vous vîntes, Anatole, on vous entendit tous les deux, avec un certain contentement, déclarer que vous répareriez le préjudice causé.

Si j'ai bonne mémoire, monsieur le ministre, vous avez dit, le 3 avril, à la Chambre, pendant la discussion du budget, que vous reclasseriez les instituteurs.

Faut-il vous coller *l'Officiel* sous le nez?

Et votre seigneur et maître Daladier, ce Taciturne à la guimauve, n'a-t-il pas, d'abord le 12 mai, puis le 22 juin promis ce reclassement à une délégation du Syndicat National?

Mais si! Mais si!

Il avait même précisé, le petit malin! — et ceci permet de juger une méthode de gouvernement — qu'il attendait que le Parlement fût en vacances pour prendre le décret réparateur.

Et vous faites... l'ingénu:

> *Qu'est-ce à dire? écrivez-vous. S'il s'agit d'une simple rupture de relations privées entre les dirigeants syndicaux et les membres du gouvernement actuel, cela n'a pas plus d'importance qu'un acte de menue discourtoisie. S'il s'agit, au contraire, comme il est vraisemblable, d'une menace de rupture avec le gouvernement en tant qu'il est chargé d'appliquer les lois, nul n'a le droit — fonctionnaire ou simple citoyen — de contredire les décisions d'un pouvoir exécutif qui existe en vertu même de la Constitution.*

Nul n'a le droit, élève de Monzie, de ne pas tenir ses promesses. Les maîtres d'école, qui croient, les naïfs, à la morale qu'ils enseignent, n'ont pas voulu que, vous et votre président du conseil, vous les traitiez plus longtemps comme de vulgaires électeurs.

Ils vous ont dit: Chose promise, chose due! La Constitution, monsieur le jésuite, n'a rien à voir là-dedans.

Voilà, Anatole, ce que vous escamotez. J'entends bien qu'il vous était difficile de vous expliquer là-dessus. Vous ne pouviez pas dire pourquoi il vous était impossible, à vous ministre partisan du reclassement, de décider ce reclassement. Vous rencontriez des résistances en Conseil des Ministres? Chacun sait ça. Il paraît même que l'obstacle est plus haut: le principal adversaire du reclassement serait l'employé du Comité des Forges qui habite l'Elysée.

Mais vous ne pardonnerez jamais au secrétaire du Syndicat national de vous avoir dit à peu près ceci :

— Si vous étiez un type, vous, qui êtes pour le reclassement, vous mettriez votre portefeuille dans la balance.

Et d'avoir ajouté, pince-sans-rire:

— Je dois vous dire que je ne vous crois pas capable de le faire.

Votre maître Daladier ne pardonnera pas plus à Delmas d'avoir dit à la tribune de Huyghens :

— Si nous n'avons pas satisfaction, M. Daladier sera un malhonnête homme.

On vous a mis le nez dans votre caca, et vous n'êtes pas contents, ni vous, ni Daladier. Voilà toute l'affaire!

* * *

Vous parlez des « prestiges de la révolte verbale », mais demandez-vous donc, Anatole, qu'est-ce qui peut bien rester de votre prestige de ministre après une telle pantalonnade.

Pas grand'chose, bien sûr!

Quant à votre prestige d'homme de gauche, ah ! oui, parlons-en!

Pour aussi bêtes qu'ils soient, les électeurs commencent à se rendre compte qu'il en est de la politique du régime comme de son économie: c'est le monde à l'envers. Il est à présent normal qu'un gouvernement de droite fasse une politique de gauche et qu'un gouvernement de gauche fasse une politique de droite.

Un homme de gauche appliquant une politique de gauche, voilà qui ferait croire aux apparitions de Beauraing!

Aussi ne sommes-nous pas autrement indignés de lire sous votre auguste plume:

Une grève, fût-elle réduite à un simulacre, aménagée en symbole, ne serait ni tolérable, ni excusable.

Et quand vous écrivez aux inspecteurs d'académie :

Vous n'omettrez pas de rappeler que le droit de grève n'existe pas, ne doit pas exister dans le statut de travail liant les fonctionnaires à l'Etat.

Nous n'éprouvons, Anatole, nulle stupéfaction.

C'est dans « l'ordre établi », comme vous dites.

Mais il n'est toutefois pas mauvais que les jeunes membres du corps enseignant soient éclairés par vos soins sur la valeur de la démocratie en général et sur la force des convictions des hommes de gauche en particulier.

Ces jeunes apprendront ainsi qu'ils ne doivent croire qu'en eux-mêmes et je suis presque tenté de vous remercier, monsieur le ministre, de travailler à leur évolution vers le syndicalisme révolutionnaire, lequel professe, vous le savez sans doute, qu'un droit ne se demande pas, mais qu'il se prend!

Les instituteurs ont pris, dans leur Congrès, le droit de vous dire... merci, et nous ne doutons pas qu'ils ne prennent demain le droit de se mettre en grève si c'est nécessaire pour vous contraindre, Anatole, à respecter les engagements que vous avez pris.

Ce qui me dégoûte, dans votre circulaire, c'est que vous osiez insinuer que la grève d'une demi-heure du 20 février eut lieu en accord avec votre administration.

Osez donc prétendre — sans rire — qu'au 20 février vous n'étiez pas, comme on dit, dans vos petits souliers!

M. Caillaux vous menait à la cravache, et son ordre était formel: il fallait réduire les traitements.

Et vous vous disiez, vous, vos collègues et votre président du conseil:

— Oui, mais voilà! Comment faire pour garder une majorité à la Chambre?

(Car, c'est curieux, en toutes choses vous en arrivez là : l'essentiel, c'est de ne pas être renversé.)

Vous avez temporisé, ajourné, modifié, lanterné. Ah! vous n'avez pas fait figure de gouvernement, à ce moment-là ! Sous la grève du 20 février, vous avez baissé la tête comme on laisse passer l'orage. Vous avez annoncé des sanctions, mais elles ne sont pas venues et elles ne pouvaient pas venir. C'est dans l'inquiétude que vous attendiez que fût bibelotée votre « combine » avec Marquet et Déat afin de donner satisfaction au Sénat sans être foutu par terre par la Chambre. Vous avez eu chaud.

Pardi! maintenant que l'alerte est passée, c'est facile de faire le faraud, Anatole. Mais avouez donc qu'au 20 février vous avez serré les fesses pour votre maroquin. Cela non plus, ça ne se pardonne pas.

Maintenant, grand lâche, vous essayez de vous venger en commettant contre vos subordonnés quelque chose que l'on peut ranger parmi les plus grandes saloperies du siècle. J'écris le mot, non que j'aime les gros mots, mais parce qu'il n'en est pas de plus expressif.

* * *

La saloperie, c'est cette phrase de votre circulaire :

Les populations, QUE LA CRISE ECONOMIQUE INCITE A CRITIQUER PLUS VOLONTIERS LES AISES DU FONCTIONNAIRE, *n'admettraient pas, etc...*

Vous êtes, je crois, le premier ministre de l'instruction publique qui ose, dans un document public, ameuter l'opinion contre les traitements des éducateurs du peuple. Le châtelain et le jésuite du village excitent les paysans contre l'auto et la T.S.F. de l'instituteur: dans l'ombre, ils ne cessent de mener campagne contre la laïque et ses maîtres. Eh bien ! désormais, le châtelain et le jésuite pourront s'appuyer sur votre texte. Vous avez pris place dans leurs rangs.

Les aises du fonctionnaire! Ecoutez-moi. Je connais des ouvriers parisiens qui, depuis deux ans, ont subi 7 francs de diminution par jour. 42 francs en moins chaque semaine, 2.184 francs de moins par an, c'est une somme, cela. Eh bien! il ne leur est pas venu à l'idée de souhaiter que les traitements des fonctionnaires soient réduits. Ils ont même applaudi à la défense de camarades qui se montraient plus à la hauteur qu'eux-mêmes.

Ce sont, il est vrai, des ouvriers. Vous êtes ministre. Et quel ministre!

Si j'étais moi-même fonctionnaire, je vous demanderais de nous parler quelque peu de vos aises à vous. Peut-être le budget d'un instituteur ne vous permettrait-il même pas de payer vos « extras ». Voyons, quel est donc, Anatole, votre budget personnel? Quelles sont donc vos ressources, toutes vos ressources? Et si vous précisiez, c'est le moment, vos relations avec la Banque de Paris et des Pays-Bas?

* * *

Je ne relèverai pas cette autre saloperie de l'instituteur antimilitariste *« ne s'exposant lui-même à aucune poursuite... »* Celle-là, Anatole, vous ne l'avez pas inventée. Elle court les rues, la chanson sur le « meneur » qui excite les braves ouvriers et se défile au moment de la répression. Le dernier journaliste de la plus petite sous-préfecture la sert et la ressert inlassablement

dans son torche-cul. Il nous suffit de nous rappeler qu'en pleine boucherie les « meneurs » de la Fédération des Instituteurs n'abdiquèrent pas, même devant les conseils de guerre où certains d'entre eux furent traînés. Oui, vraiment, ça nous suffit.

En énonçant qu'il convient cependant « *après les annonces du Congrès de Paris, de se montrer plus attentifs au langage des maîtres d'école quand ils parleront de la France et de son rôle dans le monde* », Anatole prescrit aux inspecteurs d'académie de l' « *avertir de tous incidents suscités par l'antimilitarisme scolaire, avant toutes plaintes des familles et tout incident de presse* ».

Cela veut dire que, désormais, lorsqu'un curé voudra faire déplacer l'instituteur n'allant pas à la messe, il lui suffira d'imprimer dans son *Bulletin paroissial* que ledit instituteur a parlé contre l'armée dans sa classe pour obtenir illico son déplacement.

Cela veut dire que, de la feuille de chou réactionnaire à *l'Action française, l'Ami du Peuple, l'Echo de Paris* et au *Matin*, les plumitifs de droite devront sous la signature des pères de famille indignés, lesquels abondent comme chacun sait, dénoncer un par un les militants du Syndicat national afin que le ministre prenne des sanctions.

Transformer les inspecteurs d'académie et les inspecteurs primaires en commissaires spéciaux, organiser, du cul bénit du village au rédacteur en chef de *la Croix*, tout un réseau de délateurs, d'indicateurs, voilà votre grande ambition, Anatole.

Vous mesurez les militants des instituteurs à votre aune si vous croyez vraiment que ce langage de mouchard en chef est susceptible de les intimider.

D'ailleurs, il est malhonnête d'écrire que le Congrès du Syndicat national s'est prononcé pour l'objection de conscience. Oh! ce n'est pas une défilade... Le simple souci de la vérité commande de dire que, tout en reconnaissant la valeur morale de l'objection de conscience, le Congrès n'a pas cru devoir la faire sienne. Ce qu'il a applaudi, c'est la nécessité de défendre les objecteurs de conscience contre la circulaire scélérate du ministre de l'intérieur.

Anatole approuve la circulaire du premier Flic de France, le protecteur de Chiappe, le frère trois points Chautemps. C'est très bien ainsi. Voyons! Comment ce ministre pourrait-il voir d'un bon œil les objecteurs de conscience alors, qu'en fait de conscience il s'assoit avec un tel manque d'élégance sur ce qui lui en tient lieu?

Les instituteurs syndiqués ont une conscience. Leur ministre n'en a pas. Ce sont des hommes et ils veulent faire des hommes. M. Anatole de Monzie n'en est pas un.

*
* *

Un ami, qui a lu ce qui précède, me dit — et ce peut être le mot de la fin:

— Tu as vraiment tort de t'indigner. Quand le ministère Daladier s'est formé, on a dit que M. de Monzie y représentait le genre rigolo. Sa circulaire le confirme. Anatole, c'est le Gugusse qui se roule dans le crottin du cirque.

M. CHAMBELLAND.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Quarante ans après : Pierre Cot nouvel Avelan.

Quarante ans presque jour pour jour après que les marins russes de l'amiral Avelan débarquaient à Toulon, soulevant une véritable explosion d'hystérie dans la bourgeoisie française, Cot et ses aviateurs atterrissent à Moscou, soulevant dans la bourgeoisie soviétique, une explosion presque égale : tandis que les danseurs de l'Opéra s'enveloppent du drapeau tricolore, on crie Vive l'armée française ! *et on jette des roses sur les tables des banquets. (Voir plus loin aux* Faits et Documents) !

En 1893, *c'était la première alliance franco-russe qui se nouait ; la République, à peu près complètement isolée depuis* 1870, *voyait pour la première fois un puissant allié venir à elle : gage de revanche; elle exultait, et* 20 *ans après, l'alliance qu'on n'avait cessé de présenter comme exclusivement pacifique, comme le « gage de la paix », aboutissait à la guerre.*

Aujourd'hui, en 1933, *l'histoire se répète. Les partenaires sont les mêmes ; ils ont seulement échangé leurs places. C'est la Russie bolchevique, isolée depuis sa naissance, qui voit aujourd'hui pour la première fois le ministre d'une Grande Puissance, le ministre chargé d'un des départements de la Guerre, venir lui rendre officiellement visite et sceller ainsi publiquement, aux yeux du monde, la conclusion de la nouvelle alliance franco-russe. Et, comme en* 1893, *on déclare que cette alliance n'a pour but que la paix, qu'elle est le « gage de la paix ». Tout est rétabli: Hitler a pris la place du Kaiser, Staline celle du Czar... et l'Allemagne est, au nom de la paix, à nouveau encerclée.*

Il y a une politique extérieure des révolutions ; c'est celle qui consiste à s'unir aux peuples contre leurs « tyrans » ; ce fut celle de la Révolution française, ce fut celle de la Révolution russe. Et puis il y a celle des tyrans : elle consiste à s'unir entre tyrans contre d'autres tyrans ; c'est celle qu'adopte définitivement, par son alliance avec la France, le régime stalinien.

Après avoir chaussé les bottes du czarisme dans la politique intérieure (régime bureaucratique, toute-puissance de la police politique, envoi des révolutionnaires en Sibérie, passeport intérieur, etc...), après les avoir chaussées dans sa politique

asiatique (guerre contre la Chine pour la domination de la Mandchourie, puis recul devant le Japon), Staline n'avait plus qu'à les chausser dans sa politique européenne ; c'est fait maintenant. L' « ours russe » et le « coq gaulois » se sont retrouvés; les « emprunts russes » vont reprendre, le « bas de laine » français fournira les fonds nécessaires aux constructions d'avions et d'artillerie lourde, comme il avait fourni, il y a 40 ans, ceux nécessaires à la construction des chemins de fer stratégiques... mais il ne faudra peut-être pas, cette fois, vingt ans avant que l'explosion se produise ; Hitler, lui aussi, peut faire une guerre « préventive ».

La prison sur l'ordre du contre-coup.

Il y a deux ans (R.P. *de décembre* 31), *nous dénoncions les nouvelles ordonnances par lesquelles la bureaucratie stalinienne, adoptant les procédés d'exploitation les plus raffinés du patronat capitaliste, instituait dans les industries métallurgiques et houillères, le surmenage systématique par l'institution du salaire* progressif *à la tâche, et le favoritisme par des primes laissées à l'arbitraire des chefs.*

En juillet dernier une nouvelle ordonnance (1) *est venue étendre aux chemins de fer ces modes d'exploitation, mais elle y a ajouté quelque chose d'encore mieux : toute faute dans le travail pourra être punie de prison, sur simple décision du chef de l'ouvrier. Le chef de dépôt, ou de gare, aura le droit d'infliger* 3 *jours de prison ; le chef de secteur* 5 *jours ; les chefs de service* 10 *jours, — et ainsi de suite jusqu'à* 20 *jours.*

Ces punitions sont infligées, bien entendu, par le chef seul, sans l'intermédiaire d'aucun conseil d'entreprise, d'aucun conseil de discipline, d'aucune instance syndicale. Et le seul recours qu'a l'emprisonné contre le chef qui le frappe, c'est le recours, transmis par voie hiérarchique, au chef supérieur !

Autrement dit : exactement le régime de la caserne. La caserne industrielle ; vous n'avez pas balayé, vous avez loupé votre pièce, vous avez raté votre manœuvre, « vous aurez 4 *jours »!*

Le procès de Leipzig.

Nous n'avons jusqu'à présent pas parlé de ce procès pour deux raisons.

La première est qu'il est exploité par les différentes « tendances » qui y voient chacune l'occasion d'amener l'eau à leur moulin, au détriment des tendances adverses. Or, en de telles circonstances, dans un procès de cet envergure, où la vie de cinq hommes est en jeu, et où il serait plus qu'indispensable de faire front contre l'ennemi commun, un tel rapetissement de la lutte nous dégoûte.

D'autre part tout tourne autour de la personnalité de Van der Lubbe. Or tandis que les uns, communistes et républicains, accusent Van der Lubbe d'être un agent provocateur; d'anciens camarades hollandais de Van der Lubbe ont pris vigoureusement sa défense dès le lendemain de l'incendie du Reichstag, affirmant qu'il n'avait pu agir que par idéalisme, et ils ont rallié à leur opinion un certain nombre d'anarchistes ou anarchisants de plusieurs pays. Les arguments donnés de part et d'autre, non seulement ne nous ont point paru convaincants, mais même nettement insuffisants pour valoir la peine d'être mis sous les yeux de nos lecteurs. Peut-être un jour viendra où des faits nouveaux permettront de voir plus clair; pour le moment on ne peut qu'attendre.

Ceux de nos camarades qui désireraient avoir des renseignements sur Van der Lubbe, peuvent en tous cas les obtenir en lisant le numéro spécial du Semeur *qui lui est consacré, et qu'on peut se procurer en envoyant* 0 *fr.* 40 *à Barbé, Boîte postale, Falaise (Calvados).*

R. L.

(1) En voir l'analyse faite dans les *Informations Sociales* du 28 août, d'après la *Pravda* du 7 juillet.

Solidarité pour nos frères allemands

Un camarade allemand écrit :

Depuis six mois, nous avons été littéralement en proie à une angoisse mortelle. Ce n'était pas seulement à cause du danger d'être arrêtés, mais parce qu'on savait que, lorsqu'on est arrêté on est tué, ou tout au moins rendu infirme à force de coups. Dans les derniers temps, cent environ de nos adhérents les plus actifs ont été arrêtés à Breslau. J'ai échappé par miracle. Presque tous ont été cruellement torturés, quelques-uns douze ou treize fois en deux jours. A plusieurs on a cassé les bras et les poignets.

Malgré tout, la lutte continue. Là où des victimes tombent, il se trouve toujours de nouveaux militants pour combler les vides. Mais de grands sacrifices sont nécessaires, non seulement quant aux nerfs et au sang, mais aussi sur le terrain de la solidarité matérielle. Des milliers et encore des milliers vivent dans l'illégalité, des dizaines de milliers remplissent les prisons et les camps de concentration. Leurs familles sont dans la plus atroce misère.

Les anti-fascistes d'Allemagne qui sont menacés tous les jours de mort et de dangers pires que la mort, ne peuvent continuer à exister que s'ils sont soutenus par la solidarité fraternelle de leurs camarades étrangers.

Pour subvenir aux besoins les plus pressants de nos camarades d'Allemagne, donnez et collectez!

Les fonds doivent être adressés à DELSOL, Syndicat du Gaz de banlieue, *Bourse du Travail*, 3, *rue du Château d'Eau, Paris* (Xe). *Chèque-postal : Paris* 1748-92.

DE LA CROIX GAMMÉE A L'AIGLE BLEU

L' " EXPERIENCE " ROOSEVELT PREFACE AU FASCISME

Cette année 1933 aura vu les deux événements les plus graves, les plus gros de conséquences de notre époque: le triomphe de Hitler, l' « expérience » Roosevelt. En Mars 1932, commentant ici même une conférence de Caillaux, je croyais pouvoir écrire: *Nous voici donc en présence d'une certitude: le capitalisme va faire un effort désespéré pour se transformer.* Dans les deux pays où la concentration capitaliste est la plus avancée, où la rationalisation a exercé ses plus grands ravages, où la crise mondiale a le plus durement sévi, où la persistance catastrophique du chômage mettait en cause « l'ordre social » lui-même, la transformation est commencée. *Des structures différentes,* comme prédisait Caillaux, s'élaborent.

Tel n'est pas l'avis de Jean Longuet et de nos camarades réformistes. Faire un parallèle entre fascisme et « rooseveltisme », est, paraît-il, *une assimilation tout à fait fantaisiste et arbitraire.* (« Populaire » du 18 août). C'est ce que nous voudrions examiner.

Jubilation réformiste

Depuis longtemps, en effet, nos camarades réformistes n'avaient manifesté un pareil enthousiasme. Il faut remonter aux heures mémorables du voyage de Spinasse et de Dubreuil au « paradis » yankee pour en retrouver l'équivalent. L'Amérique exerce toujours sur eux le même prestige.

C'est Jean Longuet qui affirme encore: « Les travailleurs d'Europe suivent avec un intérêt passionné... l'effort si remarquable du président des Etats-Unis... si conforme à leur propre programme ». Et il vante le « National Recovery Act » *qui doit substituer l'ordre au chaos.* Lenoir, dans le *Peuple* (29 juillet) se réjouit de ce que le Président Roosevelt se soit attaqué au problème avec une « éclatante simplicité », n'en déplaise aux « fossiles qui pataugent dans les marais desséchés du libéralisme économique ». Le même *Peuple* est plein de titres flamboyants : *Un bolide dans la mare aux grenouilles...; La bataille contre les magnats de la grande industrie;* et il ne craint pas d'écrire: « La défaite de l'oligarchie industrielle et financière montre qu'il y a quelque chose de changé aux Etats-Unis » (19 août). Lacoste, dans la *Tribune des Fonctionnaires,* vante « cette équipe d'intellectuels désintéressés taillant dans le vif et construisant, contre le grand capitalisme privé, un capitalisme d'Etat voisin d'une organisation économique à caractère socialiste (*sic*) et réduite aux limites de la nation ».

Même enthousiasme chez les Trade Unions anglaises dont le dernier Congrès a été jusqu'à voter une motion d'éloges à Roosevelt.

Inconscience ? Aveuglement ? L'explication est beaucoup plus simple : nos camarades réformistes ont mis le doigt dans un engrenage, et ils sont obligés aujourd'hui d'encaisser l'Aigle bleu, sous peine de se démentir.

Lorsqu'ils ont inscrit dans leurs programmes la semaine de 40 heures, ils ont placé cette revendication — est-il besoin de le rappeler? — sur un terrain faux et dangereux: celui du sauvetage du capitalisme. Jouhaux a réclamé la réduction de la durée du travail pour *éviter le déluge* (1). Il s'est grisé — et il a tenté de nous griser — de l'illusion que l'on peut, dans le sein même du régime capitaliste, *instaurer de nouvelles méthodes préparant l'équilibre entre la production et la consommation* (2). Blum est venu à la rescousse et a promis monts et merveilles au pays « assez résolument novateur pour oser, sans attendre l'accord international, réduire le premier chez lui la semaine de travail ». (3)

Au lieu d'arracher les «40 heures» par l'action ouvrière, au lieu d'invoquer l'argument de la misère physiologique du travailleur surexploité, on a présenté la revendication comme destinée à remettre la mécanique capitaliste en marche; on a laissé croire que la mécanique capitaliste pouvait être remise en marche.

Bien mieux: cette « économie dirigée » vers laquelle s'oriente aujourd'hui la bourgeoisie, — en dépit des résistances de ses éléments les plus arriérés et afin de tenter de se survivre — elle est aussi l'enfant chéri de nos camarades réformistes. Ils l'ont adoptée sans même se demander qui la « dirigerait », du capitalisme ou du prolétariat; et ils ont affirmé qu'elle pouvait être réalisée « dans *le cadre et sur la base de l'économie capitaliste actuelle...* » (Revendications immédiates de la C.G.T.).

Et voici, que de l'autre côté de l'Atlantique, un homme surgit, au beau visage de magicien, qui entreprend de sauver le capitalisme, par la semaine de 40 heures, par l'économie dirigée. Comment ne pas être fier d'un pareil appui? Comment ne pas penser, dans son for intérieur, que décidément les grands esprits se rencontrent ?

On omet pourtant de rappeler que Mussolini lui aussi est un ardent champion de la réduction du temps de travail, de l'économie dirigée en fonction des besoins, et que Hitler en personne impose actuellement à l'industrie allemande « les 40 heures ». Rien d'étonnant à cela : qu'est-ce en effet que le fascisme, sinon la tentative la plus audacieuse de prolonger, en le transformant, le système capitaliste ?

(1) *Peuple* du 14 janvier 1933.
(2) *Peuple* du 13 janvier 1933.
(3) *Populaire* des 2 et 5 janvier 1933.

Et si nos camarades réformistes portent aux nues le président Roosevelt, qu'attendent-ils pour exalter de même Hitler où Mussolini ?

Des apparences au réel

Mais trêve de considérations théoriques ! Examinons un peu cette expérience américaine qu'on propose à notre admiration ; et voyons, d'une part, ce qu'elle apporte à la classe ouvrière ; d'autre part, en quoi elle a des chances ou non de remettre en marche la mécanique.

Remarquons, tout d'abord, que Roosevelt n'applique nullement les « 40 heures » *avec maintien des salaires hebdomadaires*, mais bel et bien le « *short time* » c'est-à-dire une redistribution des emplois destinés à réintégrer le plus possible de chômeurs dans l'industrie et à faire assister ceux-ci, non plus par la charité gouvernementale ou bourgeoise, mais par les ouvriers au travail: « Il y a encore des millions d'hommes en chômage et *la nation dépense chaque jour des millions de dollars pour soulager ces masses...* » déplore le général Johnson. Désormais ce sont les ouvriers au travail qui, par « solidarité », paieront.

Comme Louzon l'a signalé ici même, lorsque une entreprise réduit la durée du travail de 48 heures à 40, cela fait une réduction du salaire hebdomadaire de 16 %. Et il y a des industries, comme le Textile, le Vêtement, où la durée du travail a été brusquement abaissée, de 70 et 75 heures même, à 40 heures.

En compensation de ces réductions, dans quelle mesure les salaires horaires ont-ils été relevés? Les *Codes* approuvés par le président Roosevelt fixent le salaire minimum à un niveau si bas (10 dollars 50 à 14 dollars par semaine) que nombreux sont les ouvriers qui gagnaient plus que cette somme (la moyenne des salaires hebdomadaires était de 16,71 dollars en mai). De larges couches de travailleurs n'ont donc pas été augmentés. Bien au contraire, du fait de la réduction des heures de travail, ils touchent un salaire hebdomadaire réduit. Mieux encore: en fixant un minimum obligatoire si bas, les Codes tendent à transformer en réalité ces *minima* en *maxima* et à avilir le niveau général des salaires: déjà de nombreux patrons, employant du personnel au tarif syndical, renvoient celui-ci et embauchent de nouveaux ouvriers au tarif minimum prévu par les Codes.

Ajoutons que d'importantes catégories de travailleurs, parmi les plus mal payés, comme les apprentis, les balayeurs, nettoyeurs, garçons de courses, auxiliaires, etc... sont exclus du tarif. Et naturellement des patrons annoncent qu'ils n'embauchent que des « débutants », afin d'éviter de payer même ce salaire minimum.

Comme le signalait également Louzon, la réduction des heures de travail se traduit par une intensification de l'effort. C'est le *New York Time Analyst* du 30 Juin qui avoue : « *Les entrepreneurs s'efforceront partout d'atteindre la production que l'on obtenait autrefois avec une durée de travail plus grande...* » Dans d'autres cas, des patrons qui travaillaient déjà à semaine réduite et à salaire très bas, ont débauché une partie de leur personnel afin, en relevant les salaires de leurs ouvriers comme les y oblige le Code, de ne pas augmenter le total de leurs frais de main d'œuvre. Et naturellement ce sont les ouvriers conservés qui, par une accélération de la cadence, compensent le travail des ouvriers jetés sur le pavé.

On cite d'autres chefs d'entreprises qui font faire à leurs ouvriers, pour se dédommager de la hausse légère des salaires, des heures supplémentaires non payées. Bref, les Codes, si insuffisants soient-ils, sont partout tournés, ouvertement violés par le patronat. Comme le constate un représentant de la Fédération Américaine du Travail, Googe: « Je ne connais pas d'usine où le Code signé par le président soit intégralement respecté ». Et l'Administration impuissante admet déjà des « circonstances atténuantes », autorise les dérogateurs à arborer l'Aigle bleu *avec une barre blanche!*

Signalons enfin que les fonctionnaires et les cheminots sont privés des « avantages » concédés à leurs camarades de l'industrie et que leurs salaires ou traitements ont été diminués, ce qui est une singulière façon d'augmenter leur « pouvoir d'achat ».

Quant à *l'encourageante attitude des manufacturiers du Textile* sur laquelle s'est extasié Green, le Jouhaux américain, celle-ci a été toute gratuite: en acceptant la suppression du travail au dessous de seize ans, les patrons n'ont fait qu'entériner une situation de fait; depuis la crise, il leur parait plus intéressant de faire travailler, à des salaires d'enfant... des adultes!

Ils ne remettront pas la mécanique en marche

Pendant qu'ici nos camarades réformistes étaient tout à leur jubilation, un délégué américain à la Conférence de l'Internationale socialiste, le très modéré juge Panken, venait déclarer: « *La N.R.A. ne résoudra pas les problèmes économiques des Etats-Unis... Elle ne suffira pas à compenser la hausse des prix et l'augmentation du coût de la vie* ». Le voilà le pavé dans la mare aux grenouilles! Et nous touchons ici au point *crucial*, comme on dit, de l'expérience Roosevelt. C'est qu'en effet les salaires, déjà réduits hebdomadairement par le « *short time* », s'avilissent chaque jour du fait de la hausse des prix. En quelques semaines, le prix de la farine a augmenté de 18 %, du beurre de 10 %, des œufs de 22 % ; les produits manufacturés grimpent à leur tour. Cette hausse s'explique:

1° Par la dévaluation du dollar qu'accentuera demain l'inflation;

2° Par la politique gouvernementale de hausse systématique des matières premières, des produits agricoles et même des prix de détail. (1)

3° Par le fait que les patrons récupèrent leurs charges nouvelles, non pas en rognant sur leurs bénéfices ou leurs réserves, mais en élevant leurs prix de vente.

C'est ici qu'apparaissent, en pleine lumière, les contradictions insurmontables dans lesquelles se débat, à son déclin, l'économie capitaliste.

(1) Les commerçants se sont vu interdire, pour éviter la « concurrence déloyale », la vente *au-dessous* de leurs prix de gros majorés de 10 %.

Roosevelt est pris entre la nécessité, d'une part, de sauver de la faillite les fermiers endettés et les producteurs de matières premières; d'autre part, d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs industriels. La dépréciation du dollar et la hausse des prix font l'affaire des premiers, mais retombent lourdement sur les seconds.

Cette expérience nous prouve également l'impossibilité qu'il y a, dans le cadre du régime capitaliste, c'est-à-dire du profit, de remettre en marche la mécanique par la fameuse *chiquenaude* chère à Léon Blum et au fasciste Agnelli. Chaque industriel fixe ses prix de vente en fonction de ses prix de revient et non avec la généreuse intention de fabriquer du «pouvoir d'achat».

En vain Roosevelt fait-il un effort désespéré pour obliger les banques à consentir des crédits supplémentaires à l'industrie. Mais les banques ne peuvent s'amuser à investir à long terme les dépôts de leur clientèle; et le gouvernement semble s'orienter vers une immense entreprise de crédit d'Etat. Mais le crédit d'Etat... c'est l'inflation, c'est-à-dire l'amputation du pouvoir d'achat des masses. Cercle vicieux.

Certes l' « expérience » est en cours, mais d'ores et déjà, on peut, en la distinguant soigneusement d'une légère reprise cyclique des affaires qui lui était antérieure, — en prévoir l'échec.

Les hommes qui se targuaient de remettre la mécanique en marche ne parviennent même pas à appliquer efficacement la semaine de 40 heures: loin d'entraîner une augmentation des salaires réels de l'ensemble de la classe laborieuse, celle-ci se traduit en fait par un avilissement de son *standard of life.* Constatation d'autant plus éloquente que pour adapter le machinisme à l'homme, pour combler l'écart entre la production et la consommation, il faudrait une diminution des heures de travail beaucoup plus importante. N'est-ce pas le général Johnson lui-même qui déclare devant une commission du Sénat que, *même si on atteignait à nouveau le niveau de la production de* 1929, *on ne pourrait occuper que* 55 % *des chômeurs?* D'après d'autres chiffres, l'activité industrielle atteignait en juin 76 % de celle de 1929, mais le niveau de l'emploi ne dépassait pas 64 %. La résorption du chômage ne suit pas la reprise.

On sent le président Roosevelt hanté par l'idée d'un rajustement *permanent* des heures de travail au niveau de la technique. Mais il apprendra bientôt à ses dépens, et avec lui, le « trust des cerveaux », les technocrates, les chefs réformistes de la Fédération du travail et toute la masse des « Américains moyens » que le capitalisme ne « s'aménage » pas, et que plus on s'y essaie, plus ses contradictions éclatent.

Cette hantise poussera-t-elle Roosevelt jusqu'à sa conclusion logique, c'est-à-dire la suppression du profit? Il est permis d'en douter.

Que devient la lutte de classes?

Si vous poussez nos camarades réformistes jusque dans leurs derniers retranchements, ils vous répondront par cet ultime argument: la N.R.A. reconnait les syndicats, la N.R.A. facilite le recrutement syndical! C'est ainsi que Longuet, dans *le Populaire* du 18 août, se félicite du *renforcement de l'organisation syndicale des travailleurs hautement affirmée et voulue par Roosevelt;* de même, dans *Monde* (nouvelle manière), un rédacteur pourtant orthodoxe, ne craint pas d'affirmer que la N.R.A. permet « aux organisations ouvrières de s'emparer de positions extrêmement fortes dans les entreprises, ce qui donnera à l'action syndicale une efficacité jusqu'ici inconnue aux Etats-Unis» (9 septembre).

Ne nous emballons pas! Certes, le général Johnson, a imposé aux patrons — pour se concilier les travailleurs dont l'appui à la N.R.A. est indispensable — la suppression de la clause de l' « usine ouverte » et l'acceptation du « marchandage collectif »; désormais les ouvriers d'une usine ne seront pas obligés d'appartenir à un syndicat jaune ; ils pourront s'affilier à une organisation de leur choix et traiter, par l'intermédiaire de celle-ci, avec le patron. Mais les syndicats jaunes subsisteront et les organisations ouvrières ne pourront nullement imposer la clause de l' « usine fermée » (fermée aux non-syndiqués) : « C'est un devoir, a déclaré le général Johnson, de veiller à ce que tous les travailleurs obtiennent un traitement convenable... *Mais ce n'est pas notre devoir d'agir comme un instrument pour unifier les travailleurs, et nous ne ferons rien pour cela.* »

D'ailleurs, par suite d'un « moment d'abandon » au moins singulier, et dont il se repentit publiquement par la suite, le général Johnson laissa subsister dans le code de l'Automobile, un des plus importants, cette fameuse clause de « l'usine ouverte ». Voilà une exception de taille, qui doit déjà tempérer notre enthousiasme.

Il convient aussi de préciser que, dans l'élaboration des Codes, le Travail conserve une position nettement inférieure. Les organisations ouvrières n'y prennent aucune part, sauf à titre purement consultatif, sous la forme « d'un conseil consultatif du Travail » dans lequel siègent quelques bonzes syndicaux. Les Codes sont signés par les patrons, non par les ouvriers. En outre, aucune forme de représentation ouvrière n'est admise dans la gestion des entreprises.

Pourtant nos camarades réformistes ne contiennent pas leur joie, et ils appuient celle-ci sur deux raisons:

1° Grâce à Roosevelt, les syndicats, qui avaient conservé la forme archaïque des syndicats de *métiers*, sont obligés de se transformer en syndicats d'*industrie;*

2° Grâce à Roosevelt les syndicats recrutent à tour de bras; la fédération américaine du Travail, qui était en nette décadence, renaît à la vie. N'affirme-t-on pas qu'elle a déjà enrôlé un million d'adhérents nouveaux en moins de trois mois?

Voyons cela d'un peu près.

En effet, les syndicats, qui n'avaient su se moderniser d'eux-mêmes, sont contraints par les circonstances de se créer une structure nouvelle. Mais quelle structure? On sait que, dans les industries de masse comme l'automobile, l'acier, le caoutchouc, etc... la répulsion patronale à l'égard des syndicats unionistes provenait de ce que ces messieurs ne voulaient traiter qu'avec des ouvriers de leur usine et non avec des « meneurs » du dehors, représentant chacun une spécialité différente. Et c'est ainsi qu'ils avaient des syndicats d'entreprise jaunes ou « Company Unions ».

Qu'à cela ne tienne! Green, le secrétaire de la Fédé-

ration du Travail, a imaginé de créer à son tour des syndicats d'usine, ne comprenant que des ouvriers de l'usine, sans distinction de spécialité ; mais ces syndicats d'usine (dont une cinquantaine sont déjà organisés) n'auront aucune liaison avec les autres entreprises de la même société ou avec les ouvriers qui travaillent dans la même industrie. Si, par exemple, une grève éclate dans une usine du Trust de l'Acier, toutes les autres usines appartenant à cette industrie continueront à travailler sans se solidariser avec la première. Et les ouvriers d'une usine, s'ils entrent en conflit avec leur patron, ne devront faire appel à aucun membre de la Fédération américaine du Travail, n'appartenant pas à l'entreprise. On voit donc que ces « unions » nouveau style ne diffèrent pas beaucoup des « syndicats d'entreprise » jaunes qu'elles visent à remplacer. Elles ne pourront qu'entretenir l'égoïsme de « boîte », le mirage de la communauté d'intérêts avec le patron. Nous voilà encore loin du syndicalisme!

Et lorsqu'on nous raconte que, dans une « boite », mille syndiqués nouveaux se sont enrôlés en une nuit, il est permis de mettre en doute la valeur de ce genre d'adhésions.

Comme l'écrit *le Bulletin Quotidien* du Comité des Forges: « Les partisans admiratifs du président Roosevelt font remarquer avec emphase que les nouvelles « Unions » seront et sont déjà fort différentes à la fois des « Unions » antérieures [comprenez : des organisations antérieures de l'A.F.L. (1)] et des syndicats socialisants européens. Leur but n'est pas, en effet, de dresser en face d'organisations patronales des instruments de lutte, *mais de créer des facteurs de coopération. A la place de l'ancien meneur de grève, un ration. A la place de l'ancien meneur de grève, un nouveau type de leader ouvrier doit, paraît-il, surgir. Les ouvriers éclairés par leurs unions deviendront de plus en plus au lieu de salariés hostiles, des partenaires.* »

Et le *Bulletin Economique* de l'A.F.L. (cité par *le Peuple* du 19 août) précise sans vergogne: « Dans ce pays, nous travaillons à ouvrir un chemin qui mène *au sauvetage* (*sic*) d'un système basé sur l'initiative individuelle, en établissant une méthode coopérative... *Nous travaillons à partir de la base, ce qui est la plus sûre méthode : d'abord, en prévoyant une action collective entre les travailleurs et la direction des entreprises...* »

Mais il y a beaucoup plus grave.

Un délégué américain à la Conférence de l'Internationale socialiste, Krüger, l'a signalé dans une déclaration qui a passé à peu près inaperçue: *le pouvoir du gouvernement peut être employé à frapper les grèves d'illégalité et par suite à priver le travail de son arme la plus efficace.*

Certes Roosevelt est beaucoup trop habile pour supprimer ouvertement le droit de grève, mais le « National Recovery Act » met, en fait, les grèves hors la loi. Il vise à éliminer *comme facteur de concurrence les conditions du travail, en donnant à ces conditions un certain degré d'uniformité à l'intérieur de chaque branche d'industrie.* Il est bien clair que, lorsque chaque corporation aura son Code, que des conditions du travail uniformes lui auront été imposées par l'Etat, celui-ci ne tolérera pas que ces conditions soient remises en question par des conflits. Le « N.R.A. » stipule même que les simples contrats collectifs pouvant intervenir par la suite entre patrons et ouvriers devront être *approuvés par le président.* Leur violation n'exposerait donc pas qu'à des dommages-intérêts, comme jadis en Allemagne, mais serait considérée, sans aucun doute, comme une désobéissance envers l'Etat. Et le N.R.A. prévoit que les violateurs des codes pourront être frappés d'amende, voire emprisonnés. *Ceux qui chercheront à saboter le N.R.A. ne manqueront pas d'être punis,* menace le général Johnson. Cela s'adresse davantage aux grévistes qu'aux patrons récalcitrants. Et, de plus en plus, les grèves sont considérées comme « antipatriotiques », sauvagement réprimées (mineurs de Pensylvanie, laitiers).

Le « N.R.A. » annonçait également la constitution d'un organisme d'arbitrage. Et Roosevelt, en effet, n'a pas tardé à créer un *Bureau d'arbitrage du Travail* comprenant des chefs de l'A.F.L. ainsi que des représentants patronaux; dans chaque localité des *Comités de médiation* complètent le mécanisme. Ici encore le président démasque lentement son jeu; mais il n'est pas douteux, de l'avis des socialistes américains les plus modérés, qu'il vise à transformer cet essai en un système d'arbitrage *permanent et obligatoire.*

Pourtant, — ô ironie — au moment même où l'on prépare la mise hors la loi de la grève, les grèves font rage. De larges masses de travailleurs, sachant combien une fois les codes adoptés, il leur sera difficile d'en obtenir l'amélioration, font pression pour obtenir des conditions d'existence minima. En Pensylvanie, au début d'août, 70.000 mineurs ont quitté le travail. Ces batailles exaspèrent Roosevelt, contrarient ses plans. La force armée intervient, le sang coule. Il décide alors de frapper un grand coup. Sur son instigation, les « Comités consultatifs » patronal et ouvrier lancent un appel théâtral en faveur de l'union sacrée. Et le président, feignant de saisir l'occasion, fait signer le 5 août aux représentants de l'A.F.L., une *trêve entre le Capital et le Travail,* qui couvre toutes les unions et industries et restera en vigueur pendant toute la durée de la « reconstruction industrielle » !

Voilà le renforcement des organisations syndicales voulu par Roosevelt ! *Cette trêve entre le Capital et le Travail* — l'expression est identique — que Hitler a dû imposer en Allemagne par la force, cette renonciation solennelle au droit de grève et à la lutte de classes pour une durée indéterminée, le président des Etats-Unis est parvenu, sans matraques ni chemises brunes, à l'imposer au mouvement ouvrier américain (1).

Mais *le Peuple*, lui, appelle cela un *arrangement*

---

(1) A. F. L. : American Federation of Labor (Fédération Américaine du Travail), la C.G.T. américaine.

(1) Des camarades peuvent objecter que l'A.F.L. avait tourné le dos depuis longtemps à la lutte de classes. Il n'en reste pas moins que, depuis l'union sacrée du temps de guerre, elle n'avait jamais renoncé ouvertement au droit de grève : « Le mouvement ouvrier s'oppose résolument à toute idée d'arbitrage et les unions les plus prudentes sont celles qui, la lutte engagée, se montrent les plus énergiques. » (André Philip, *Le Problème ouvrier aux Etats-Unis.*)

provisoire... pour ne pas compromettre les chances d'une expérience en cours (12 août).

Nos camarades réformistes sont incorrigibles.

Sauver la classe dominante

L'expérience Roosevelt nous apparait déjà sous son jour véritable: un gigantesque effort pour renforcer et sauver les privilèges de la bourgeoisie américaine.

Le *Labour Magazine* (1), organe du travaillisme anglais, l'avoue dans un instant de lucidité:

« Après tout, M. Roosevelt n'est pas socialiste. Son but, presque ouvertement avoué, est de préserver le capitalisme privé en persuadant les possesseurs de l'industrie »... de faire quelques concessions.

Pour comprendre la partie qui se joue de l'autre côté de l'Atlantique, il ne faut pas oublier qu'à la fin de l'hiver dernier, le capitalisme américain a frôlé la catastrophe. « Pendant quelques semaines, raconte l'écrivain André Maurois dans *Marianne*, l'Amérique a cru que la fin d'un système, d'une civilisation était venue. Le nombre des chômeurs augmentait si rapidement que l'on se demandait comment les organisations qui s'occupaient d'eux pourraient suivre cette croissance. Si elles n'avaient pu le faire, si des milliers de familles avaient été réduites à la famine, alors Dieu seul sait ce qui serait arrivé ». Après avoir exposé son programme dans son livre *Regards en Avant* (2) Roosevelt avoue lui-même, avec une angoisse non dissimulée: « Faute de quoi... un flot grandissant de misère nous entraînera tous au fond du gouffre. »

Cette peur, la bourgeoisie allemande l'avait, la première, éprouvée: impossible d'affronter un nouvel hiver comme celui que nous avons vécu! *C'est Roosevelt ou la mort*, disent les banquiers, les industriels. *Et les plus puissantes banques, les plus grandes usines promettent leur concours au président* (Maurois). Derrière Roosevelt, derrière Johnson, il y a le banquier Bernard Baruch, le banquier Owen Young, magnats « éclairés » du capital financier, les Chambres de Commerce. Certes le président a déclamé contre les « requins de la finance » mais s'est gardé de prendre contre Wall Street une mesure de contrôle quelconque. Les businessmen, jadis adversaires acharnés de l'étatisme, voient dans l'immixtion de l'Etat une promesse de subventions, de crédits à bon marché, voire de renflouements. Enfin et surtout, Roosevelt est le sauveur. On grognera certes un peu lorsqu'il imposera tel ou tel sacrifice, telle ou telle contrainte, mais on cèdera en fin de compte pour éviter le pire: Roosevelt ou la mort!

Loin d'être vaincue, comme l'imaginent nos camarades réformistes, l'oligarchie industrielle est au contraire en train de se renforcer, sous la tutelle de l'Etat.

Et pour ceux qui en douteraient encore, il suffira d'indiquer que Roosevelt, d'un trait de plume, a fait ce qu'aucun président des Etats-Unis n'avait osé avant lui. Il a purement et simplement aboli la fameuse loi de 1890 contre les Trusts connue sous le nom de *Sherman Act*. Cette loi ridicule, pour laquelle avaient bataillé jadis les réformistes américains, n'avait d'ailleurs jamais été sérieusement appliquée. Mais, en lui donnant le coup de grâce, en rendant les « ententes industrielles » non seulement licites mais obligatoires, Roosevelt invite les grands « mammouths » à renforcer leur concentration et leur puissance, sur le dos des consommateurs, sur le dos des ouvriers.

Et si l'on ajoute que les Codes sont beaucoup plus difficiles à appliquer pour les petits producteurs indépendants, dont la marge bénéficiaire est très réduite, que pour les grandes entreprises, la « reconstruction industrielle » aboutit en réalité au triomphe définitif du Monopole, à l'élimination radicale de la petite et de la moyenne industrie.

Roosevelt, l'idole, comme Hitler, des petites gens, sauve ce qui peut être sauvé des grands privilèges.

Si, comme nous l'avons analysé, son projet de renaissance industrielle n'est qu'un vaste bluff, à la faveur de ce bluff, un formidable capitalisme d'Etat est en train de naître, qui enserrera dans ses liens toute la vie économique de cet immense pays: C'est à l'heure actuelle, en Allemagne comme aux Etats-Unis, comme dans le monde entier, tout ce que la bourgeoisie est capable de faire. Faute de pouvoir trouver une issue, elle emprisonne le chaos dans un carcan de fer. Elle ne résout rien, mais elle prolonge artificiellement sa domination. Et dans cette voie, Roosevelt semble aller plus loin encore que Hitler. L'Etat américain fixe la production du pétrole, détruit lui-même les ensemencements de coton, achète des millions de porcs et les livre aux chômeurs, réglemente les prix dans les magasins de détail, interdit l'introduction de nouvelles machines ou l'investissement de nouveaux capitaux, etc.

Et Roosevelt, comme ses collaborateurs, ne cache pas qu'il s'agit, non de mesures provisoires, mais de dispositions « permanentes ». *L'industrie des Etats-Unis*, s'écrie Baruch, *s'embarque pour un voyage dont l'itinéraire ne figure sur aucune carte.*

Un autre conseiller, Richberg, affirme, à la mode de Rome et de Berlin: *Une révolution est en cours.*

Et plus l' « expérience » actuellement tentée s'avérera comme un échec, plus les contradictions s'aggraveront, plus le carcan de fer se resserrera.

La dictature économique se transformera en une véritable dictature politique.

Un mot vient irrésistiblement sous la plume:

Fascisme ?

Dans le reportage d'André Maurois, ce fragment de dialogue est particulièrement suggestif; un Américain moyen parle:

« — Nous étions prodigieusement individualistes ; nos fils et nos filles ne le seront plus.

« — Socialistes?

« — *Pas exactement... Ils crééront un nouveau parti.*»

Le drame allemand nous permet, hélas! de donner à ce « nouveau parti » un nom.

Et Krüger, le délégué américain à la Conférence de l'Internationale socialiste, met les pieds dans le plat : *Le danger le plus grave de tous est que la nouvelle organisation industrielle peut devenir l'ossature d'un Etat fasciste.*

Aussi Mussolini a-t-il tout de suite flairé dans Roo-

(1) Cité par *le Peuple* du 19 août.

(2) Vient de paraître, en traduction française, chez Denoël.

sevelt un imitateur. Après avoir lu « *Regards en Avant* », il écrivait, radieux, dans *l'Agence Economique* (1er juillet) :

« En commun avec le fascisme...il y a le principe que l'Etat ne peut rester étranger aux événements économiques. M. Roosevelt se réfère à la nécessité de la collaboration de tous les facteurs dans le domaine de la production, et ceci rappelle les principes fondamentaux de l'Etat corporatif fasciste. »

Et il ajoutait ces phrases, qui prennent aujourd'hui des allures prophétiques : « Mais alors que le fascisme a fondé des institutions adéquates pour résoudre organiquement les problèmes dont les Etats-Unis souffrent également, M. Roosevelt, au cours de son livre, ne se met en face d'aucun de ces problèmes *tels que la reconnaissance juridique des syndicats de travailleurs, la mise hors la loi des luttes et des grèves, les tribunaux du travail et enfin les corporations qui conduisent chaque branche de l'activité économique à se diriger elle-même sous la protection de l'Etat...* »

Ce qui, selon Mussolini, manquait au programme Roosevelt, pour mériter le qualificatif de *fasciste*, le président s'est empressé par la suite, presque mot pour mot, de l'y introduire !

Sachant qu'un capitalisme d'Etat, qu'une économie dirigée ne sont possibles que si les travailleurs, au lieu d'être dispersés ou inorganisés, sont groupés dans des syndicats officiellement reconnus, il a imposé aux patrons la reconnaissance des syndicats. Il a mis très habilement les grèves hors la loi. Il a imposé un organisme d'arbitrage. Et, pour chaque industrie, il a créé ces fameux *Codes* qui ressuscitent l'archaïque Corporation, ou amalgament dans chaque profession — sous l'égide de l'Etat — les intérêts des patrons et des ouvriers.

Opposer une politique de Réaction au danger de Révolution pousserait au désastre, avoue-t-il dans son livre. Il a fait quelques concessions aux travailleurs, il a fait miroiter devant leurs yeux la réduction de la durée du travail, la hausse des salaires; il les a grisés, comme Hitler en Allemagne, d'hab les tirades anticapitalistes: « Je ne crois pas qu'au nom de ce sacro-saint *individualisme*, quelques pouvoirs puissants aient la faculté de faire de la chair à canon de la moitié de la population des Etats-Unis! » (*Regards en avant*).

Il est, comme le Führer, l'ami du peuple, il se place en dehors de toute notion de classe et de parti: « Je plaide, non pour la prédominance d'une classe, mais en faveur d'un concours sincère des intérêts en cause... » Il fait figure de Messie : « Le peuple des Etats-Unis veut une direction et une discipline. Il m'a choisi pour exercer le commandement. Que Dieu me donne sa bénédiction ! Qu'Il soit mon guide dans les jours qui viennent ! » (discours d'inauguration). Comme Hitler, il s'adresse familièrement et directement à son peuple à l'aide de la Radio: *Il n'y a plus d'intermédiaire entre lui et la nation*, applaudit Mussolini. Avec le vieux soudard Johnson, ce Gœbbels yankee, et son « armée de la restauration nationale », il s'entend merveilleusement à développer dans la masse une véritable « hystérie collective ». L'Aigle bleu de l'impérialisme américain remplace la croix gammée. On baptise une petite fille NIRA comme en Allemagne tous les nouveaux-nés s'appellent Adolf. Les journaux, la T.S.F, le théâtre, les cinémas, les églises entretiennent la fièvre populaire. Un bureau de presse, spécialement consacré au bourrage de crâne, est créé. Des réunions monstres sont organisees; et le 4 Septembre, jour du Labor Day, rappelle étrangement, par sa formidable mise en scène, le Premier Mai hitlérien.

On lance des pourcentages: *Près de 80 % des employeurs et salariés ont adhéré au N.R.A. mais nous devons amener ce chiffre à 100 %*; on publie des « communiqués du front économique »; on annonce des « offensives contre le chômage »; et des télégrammes annoncent bruyamment les victoires obtenues sur ce terrain. Et tandis qu'on affiche un tableau d'honneur des « bons patrons », on joue le simulacre d'arrêter, comme en Allemagne, les «mauvais».

C'est au point qu'une femme éminente, miss Van Kleech, exprime dans une interview, la crainte que « l'émotion publique surexcitée par une politique de bonne volonté et de coopération... *ne déviât vers le fascisme...* »

Et, en attendant, Roosevelt consolide fébrilement sa dictature. Comme Hitler, il s'attaque aux pouvoirs des Etats et renforce, à leurs dépens, la puissance du gouvernement central. Le ministre de la Guerre annonce: *Si le N.R.A. échoue nous serons obligés de prendre des mesures encore plus énergiques, car l'existence nationale est en jeu.* Ces mesures draconiennes, on en parle sans cesse à mots couverts, sans préciser leur nature. Mais déjà le directeur du comité du N.R.A. de New-York s'écrie: *Les agitateurs rouges ont appelé aux armes contre la N.R.A. Nous acceptons le défi et nous ne tolérerons pas leur propagande.*

Les fermiers, hier en révolte, qui ont poussé Roosevelt à la présidence puis à sa gigantesque « expérience », lui savent gré de la dévaluation du dollar, qui les délivre de leurs dettes, et forment, pour l'avenir, une clientèle sûre.

L'administration fédérale est débordée et une formidable bureaucratie est en train de se créer, composée d'intellectuels petits-bourgeois, désaxés par la crise, de techniciens ambitieux, rêvant, comme les technocrates, d'un régime, dont ils constitueraient la classe gouvernante. Les cadres d'un Etat fasciste sont déjà prêts.

La jeunesse, à laquelle Roosevelt adressait dans son livre un significatif appel, est militarisée, dans des camps de travail analogues à ceux d'Hitler, envoyée au fond des forêts, pour un an, occupée à raison d'un dollar par jour à de durs travaux, sous la surveillance d'adjudants de l'armée.

D'autres millions prévus pour donner du travail aux chômeurs sont employés à construire, en hâte, 32 navires de guerre nouveaux.

Et l'autarchie, qui exaspère dangereusement l'isolement des peuples, est érigée, comme dans les pays fascistes, à l'état de dogme: « *Il faut que nous traçions par nos forces la route de la délivrance* », proclame Johnson. On connaissait ce langage.

A notre tour ?

Voilà la vérité sur « l'expérience » américaine. Voilà de quoi donner à réfléchir à nos camarades réformistes, toujours prompts à prendre des vessies pour des lanternes.

En Allemagne, pour faire l'économie d'une révolution, l'A.D.G.B. (1) avait rêvé, dans le sein même du régime

capitaliste, cette fameuse *démocratie économique* chère au cœur de Naphtali. Mais le capitalisme ne peut plus connaître un cours paisible; l'heure n'est plus à la *démocratie*.

Le mythe de la collaboration des classes et de l'intérêt général, l'arbitrage obligatoire, l'économie dirigée, tout cela a eu son aboutissement fatal, logique, dans le fascisme. Les beaux syndicats de masse sont devenus la clé de voûte de l'Etat hitlérien.

Et voici maintenant que le pays capitaliste par excellence tente d'échapper à la crise, par une « expérience » du même genre. Croyez-vous que nos camarades réformistes vont ouvrir les yeux? Non! ils tombent encore une fois dans le panneau; sous leurs applaudissements, l'A.F.L. s'apprête à jouer le même rôle, dans l'Etat corporatif américain, que l'A.D.G.B. dans le Troisième Reich.

A quand notre tour? Il est des épidémies qui courent le monde. Déjà, M. Serruys écrit dans *l'Information* (7 septembre) que *plus contagieux sera, peut-être, l'exemple des Codes industriels, car notre pays aime l'autorité au service de l'ordre...*

Je pose la question:

Si demain un gouvernement — appelez-le néo-socialiste ou comme vous voudrez — tente d'introduire chez nous, sous le masque de collaboration avec le syndicalisme, de conciliation obligatoire, de contrats collectifs, un fascisme à peine déguisé, laisserons-nous notre C.G.T. jouer le rôle de ses sœurs allemande et américaine?

Subirons-nous la croix gammée? arborerons-nous l'Aigle Bleu?

Daniel GUÉRIN.

L'insigne de l'« Aigle Bleu », tel que le représentent ses adversaires



En haut: «*Non adhérent*», — en bas: «*Nous ne marchons pas*».

(1) La C.G.T. allemande.

Parmi nos Lettres

Pas tant de pessimisme

De Roger Hagnauer, à propos de l'article de Simone Weil, « Allons-nous vers la Révolution Prolétarienne » :

Les heureux bougres qui jouissent du plaisir de passer des vacances dans des lieux perdus où l'on trouve à peine les journaux bourgeois, attendent avec impatience la R. P. *pour être exactement documentés sur l'actualité ouvrière. Ont-ils été servis par le n° 158 ? Les grandes grèves de Strasbourg, la grève de la batellerie, le congrès de la F.S.I., tout cela n'a guère retenu l'attention du cuisinier de la* R. P. (1). *Mais en 8 lourdes pages, Simone Weil inspecte le monde vu de haut, et parmi de nombreuses raisons de craindre, elle nous donne quelques raisons d'espérer dont la plus claire est de « comprendre la force qui nous écrase ». Cela rappelle l'histoire du « roseau pensant » de Pascal. Simone Weil se résignerait à la rigueur à la défaite, si elle savait en préciser les causes.*

*Cette haute résignation intellectuelle, a-t-elle quelque chose de commun avec notre syndicalisme révolutionnaire ? Même «le pessimisme enniv*r*é» (pour reprendre la formule d'ailleurs trop littéraire de Romain Rolland) des syndicalistes d'avant-guerre les endurcissait pour l'action. Le pessimisme « lucide » (?) de Simone Weil n'amollira-t-il pas les plus fermes ? Est-il si lucide, d'ailleurs ?*

Certes, il y a des notations fort intéressantes dans l'étude. La description de l'Etat bureaucratique est heureuse, et j'ai particulièrement goûté le passage « Restons nous-mêmes » — réponse nécessaire à ceux qui voient la réalisation du socialisme dant une « rationalisation » parfaite. Nous avons déjà, à ce sujet, l'émouvante profession de foi de Victor Serge. Ce sont là des paroles que nous attendions et des idées, auxquelles il importe de donner le plus grand retentissement.

On pourrait discuter par exemple sur l'interprétation historique des situations examinées. Entre l'Italie et la Russie, en plein essor industriel, et l'Allemagne souffrant d'un excès d'industrialisme,il y a des différences essentielles et «le mouvement » a ici beaucoup plus d'importance que « l'état ». Si Staline et Mussolini usent des mêmes procédés politiques et sont aussi odieux l'un que l'autre, on ne peut cependant confondre le bolchevisme et le fascisme. Ici on s'est longtemps soumis au capital américain, là on s'est efforcé de développer une industrie étatisée, à l'abri du monopole du commerce extérieur. Le fait que la bourgeoisie italienne — sous la protection de l'Etat fasciste — « possède » les moyens de production et d'échange, que la bureaucratie soviétique — si détestable qu'elle soit — ne possède pas, n'est pas négligeable.

D'ailleurs, l'Etat bureaucratique est-il un phénomène nouveau ? N'oublions pas que c'est sous la protection de la machine administrative créée par Bonaparte, que la bourgeoisie industrielle française a pu se développer. J'imagine que pas mal d'anciens Jacobins proscrits sous l'Empire ont dû méditer sur leur impuissance en des termes plus littéraires, plus romantiques et moins savants que ceux dont use Simone Weil.

(1) C'est une erreur. Le « cuisinier » de la *R. P.* s'est fort préoccupé d'obtenir des articles sur les grèves de Strasbourg et de la batellerie, mais sur de tels sujets, il est nécessaire d'avoir des informations directes, ce à quoi le « cuisinier » n'est pas parvenu. Celui-ci en profite pour demander encore une fois aux camarades qui se trouvent mêlés à un conflit, ou qui en sont témoins, de ne pas manquer de nous adresser un article ou une lettre sur ce qu'ils ont vu et sur ce qu'ils en pensent. (N.D.L.R.)

D'autre part, notre camarade ne fait-elle pas la part trop belle à Hitler ? Pense-t-elle vraiment que celui-ci a soumis la grande bourgeoisie industrielle ? Ne dit-on pas de Thyssen qu'il est le roi sans couronne du IIIe Reich ? A-t-on suffisamment mis en lumière le rôle joué par les grands propriétaires fonciers de la Prusse orientale, que Hitler protège au lieu d'exproprier ?

Il est vrai que « la lutte de classes n'est pas un duel ou un jeu entre partenaires conscients » — mais elle n'est pas non plus le choc de forces aveugles réglé par des lois naturelles et fatales. Ces grands financiers, ces grands industriels, ces politiciens réactionnaires défendent en effet consciemment « les intérêts politiques » (pourquoi politiques seulement ?) de l'oligarchie capitaliste. Ils savent fort bien sacrifier l'accessoire à l'essentiel, le « formel » au réel et le présent au futur. Penser que leur capitulation est définitive est aussi naïf qu'attendre de Daladier qu'il nationalise le commerce des pétroles ou d'Herriot qu'il perce le mur d'argent.

Je suis d'ailleurs peu satisfait des études que l'on nous donne sur l'hitlérisme. En exceptant les articles de Pierre Robert — dans le Peuple *— et partiellement le reportage de Guérin, tout ce que l'on publie est trop abstrait ou trop polémique. On veut surtout expliquer, pour mieux combattre l'adversaire de tendance. On apporte des arguments et non des informations. Nous attendions autre chose, et d'abord, des renseignements sur les conditions dans lesquelles les ouvriers subissent Hitler. Le dernier article de Pierre Robert, décrivant quelques réunions syndicales sous le Troisième Reich est bigrement plus réconfortant que toutes les impr[ér]cations — justifiées en général — contre les Etats-majors politiques et syndicaux.*

Car c'est justement l'étude « des conditions subjectives » de la Révolution (pour parler le jargon à la mode) qui me choque le plus dans l'article de Simone Weil.

Toutes les raisons de craindre qu'elle énumère sont réelles — mais aucune n'est nouvelle et inattendue. Cependant, la classe ouvrière n'a pas toujours été dans l'état d'impuissance où elle se trouve. Il y a la scission, sans doute. Il y a aussi toutes les expériences auxquelles se sont livrés les bolchevisateurs professionnels, qui ont meurtri la fraction la plus combative du prolétariat. La chaîne existait déjà chez Citroën et chez Renault lorsque l'ami Delagarde organisait des Comités d'Usine. Les Services Publics n'étaient pas dans une situation financière florissante, lorsque l'ami Desvaux comptait avec un légitime orgueil les 12.000 adhérents de son syndicat unitaire des T.C.R.P. Seulement les syndicats unitaires des métaux et des T.C.R.P. ont eu l'honneur d'être utilisés comme sujets d'expériences et masses de manœuvres. Les ouvriers ont condamné cela... avec leurs jambes... Après cela, on peut se payer le luxe de déplorer leur indifférence !

Simone Weil aurait pu ajouter à ces nombreuses raisons de craindre... une autre. Il s'agit du rôle joué dans le mouvement ouvrier, par les intellectuels aventureux qui n'ont pas le respect de l'organisation.

Que les intellectuels aventureux — à l'inspiration généreuse et à la vigueur doctrinale — cessent de méditer sur la faiblesse du prolétariat ! Qu'ils s'assurent plutôt de leur propre inaptitude à le diriger !

« Périrons-nous, impuissants tout à la fois à réussir et à comprendre ? » demande Simone Weil. Je n'en sais, ma foi rien. Je ne sais pas prévoir les choses de si loin. Mais nous sommes quelques-uns à comprendre pourquoi jusqu'ici nous n'avons guère réussi. C'est que nous avons été la proie trop facile des chefs de « groupes politiques », des faiseurs de thèses, des prophètes pour petites chapelles ; parce que nous avons cédé à leur manie idéologique, à cette « saoûlerie de l'abstraction » que Monatte dénonçait en 1924. Marceau Pivert a offert aux orateurs angoissés de l'Internationale Socialiste, l'exemple des bateliers qui bloquaient les canaux avec leurs péniches. Cela a beaucoup amusé le triste Homo-Grumbach. Mais Simone Weil a assez de fermeté révolutionnaire pour accepter cette leçon d'optimisme !

Lutte contre le fascisme et lutte contre le capitalisme.

De Ralph Winter, « militant du dernier rang, qui demande la parole » :

A l'heure particulièrement grave où mes camarades de classe risquent de se laisser entraîner, une fois de plus, à la suite de leurs dirigeants, dans l'engrenage capitaliste qui conduit inéluctablement à la guerre impérialiste, mon devoir de prolétaire obscur est de réagir et d'éclairer mes camarades.

On constate que toutes les entreprises des dirigeants bourgeois et « prolétaires » *contre l'hitlérisme ,quels qu'en soient les moyens et les buts avoués, aboutissent en dernière analyse* à la préparation psychologique de la prochaine guerre.

On ne nous dresse pas aujourd'hui contre l'Allemagne de Guillaume, mais on nous dresse contre l'Allemagne hitlérienne. Comprenez-vous la différence, vous, les vrais prolétaires qui n'avez pas la parole aujourd'hui, mais qui serez très bons demain, pour vous faire tuer ?

S'agit-il de réflexes inconscients ou d'œuvres sciemment conduites, il vaut mieux l'ignorer. Mais je supplie l'élite prolétarienne de méditer les faits actuels et d'agir avant qu'il ne soit trop tard. Pour abattre Hitler et la guerre, c'est le capitalisme qu'il faut abattre !

On nous dit : « il faut plus de marxisme », mais dans la réalité, on va à l'encontre du marxisme.

Avoir une doctrine marxiste, cela signifie avant tout posséder une méthode scientifique d'interprétation de la réalité sociale, ou mieux une qualité substancielle d'esprit grâce à laquelle l'explication intellectuelle des phénomènes sociaux remonte des conséquences suprastructurelles observées aux causes économiques déterminantes.

Avoir une action marxiste, cela signifie agir directement sur les facteurs déterminants, par quoi seulement *on atteint les conséquences.*

Le marxiste *démontre par la logique et par l'expérience que les guerres sont aussi irréductiblement liées au régime capitaliste que les crises économiques et l'exploitation de l'homme par l'homme.*

Il démontre que le fascisme est un système politique nécessité par certaines conditions propres au régime capitaliste (déséquilibre économique d'après guerre, égoïsme des vainqueurs, exaspération des vaincus ; crise économique, désespoir des miséreux).

Ainsi l'action marxiste est toute tracée. Il faut supprimer le régime capitaliste par la préparation révolutionnaire et la révolution sociale. Contre la guerre et le fascisme, le marxisme ne saurait entrevoir d'autre action que l'action révolutionnaire. *Les idées de lutte contre la guerre et de lutte contre le fascisme sont vides de sens. L'agitation qu'elles suscitent* est dangereuse et vaine. *Seule est marxiste l'action révolutionnaire, celui qui ne le comprend pas n'est pas de compréhension marxiste.*

Est-ce à dire qu'en face le danger de guerre et de fascisme le marxiste se croise les bras ? Au contraire, il multiplie son effort ! Car la conviction que le fascisme et la guerre sont liés au régime capitaliste stimule et galvanise la volonté humaine dans sa détermination révolutionnaire. Son devoir de classe exige donc qu'il s'applique de toutes ses forces à ce « travail » de conviction. Au terme de son effort de « propagande » et d'éducation marxiste il verra concorder les conditions psychologiques et les conditions économiques de la Révolution.

Le camarade croit-il que la révolution sortira de la simple « propagande » et « éducation » ? Non, elle sortira surtout du développement pris par le prolétariat et ses organisations. Le fascisme qui est avant tout la **destruction des organisations ouvrières et de toute activité libre du prolétariat**, se trouve ainsi être l'obstacle essentiel à la Révolution, obstacle qu'il faut abattre, si on veut préparer la Révolution autrement qu'en paroles.

Entre la chenille et l'insecte la chrysalide Du camarade Boulay, ces lignes à propos du livre de Trotsky sur l'histoire de la révolution russe :

Il me semble qu'on n'a pas assez insisté sur le dernier chapitre, qui est tout à fait admirable, sur les deux pouvoirs. *La plupart des révolutionnaires considèrent l'accession du pouvoir nouveau comme la suite* immédiate *du pouvoir ancien. Je considère au contraire, qu'une* solution de continuité *existe toujours entre les deux, caractérisée par cette anarchie* spontanée *qui a fait le scandale et le désespoir des historiens bourgeois. Sans* anarchie spontanée, *pas de* dissolution du pouvoir ancien. (*La chrysalide succède à la chenille et précède l'animal parfait.*)

Les effectifs actuels des partis allemands Nous avons reçu d'un camarade qui signe Wolf Bertram et qui appartient au groupe des trotskystes hétérodoxes la lettre que voici :

Dans le numéro du 10 août de la R. P. j'ai lu l'article d'« un allemand » sur l'hitlérisme. Quelques allégations de cet article sont en contradiction complète avec les faits. Je crois utile dans l'intérêt d'une information sérieuse et objective du prolétariat français d'indiquer ces contradictions.

1) L'auteur dit que le parti communiste allemand a actuellement 25.000 membres et le parti socialiste ouvrier 14.000. Le lecteur est donc porté à croire que la force numérique du second n'est pas loin de celle du premier. En réalité les deux chiffres sont tendancieux. Donner des chiffres exacts sur la force d'un parti illégal ou de groupes illégaux en Allemagne est impossible dans la situation actuelle. On ne peut que faire des estimations. Après être passé dans l'illégalité, le parti communiste dispose d'un cadre de 40 mille membres, ne comprenant que les membres actifs. On ne peut pas comparer ce chiffre à celui de 350.000 du parti légal. A supposer même que le parti ait perdu, en conséquence de la défaite de mars, plus de la moitié de ses membres (qu'ils soient en partie passés au fascisme ou qu'ils soient tombés dans l'indifférentisme) il resterait un chiffre de 175.000 à peu près. Si le cadre actif ne comprend que 40.000 membres, le reste se compose de sympathisants actifs (autrefois membres passifs des cellules) et de prisonniers. La moitié des prisonniers politiques en Allemagne sont probablement des communistes.

Examinons à présent la force du parti socialiste ouvrier. Le chiffre de 14.000 membres provient de la conférence du parti à Dresde, c'est-à-dire du commencement de mars. Mais la terreur brutale ne commença que quelques semaines après, contre ce parti y compris. Depuis sa fondation en automne 1931 jusqu'à son congrès en mars 1933 il est descendu de 50.000 membres à 14.000 et il a perdu des électeurs à chaque élection. Aujourd'hui où les organisations illégales ne peuvent se composer que de cadres, le parti socialiste ouvrier ne possède qu'une petite partie des effectifs du congrès de Dresde, surtout où il a eu des positions fortes, comme à Breslau et en Saxe. La proportion de 14 mille à 25 mille que l'auteur de l'article indique ne correspond pas à la réalité.

2) En donnant un exposé de la situation en Allemagne et des causes plus profondes de la catastrophe allemande, l'auteur de l'article ne souffle pas mot du rôle que la défaite sans lutte de 1923 a joué au cours du regroupement des forces de classe pendant la crise politique et sociale des dernières années. Pourquoi ne montre-t-il pas que le national-bolchevisme de la centrale Thaelmann fut créé lors du front unique que la Centrale du parti communiste a offert en 1923 au fascisme? Pourquoi ne dit-il pas que les chefs actuels du parti socialiste ouvrier, Walcher, Froëlich, etc., étaient en ce temps-là les chefs du parti communiste et furent entièrement responsables de la défaite de 1923?

La critique de la politique criminelle et néfaste du Stalinisme est un des devoirs principaux de tout révolutionnaire. Sans vaincre d'abord l'idéologie staliniste et ses méthodes un nouvel essor du mouvement ouvrier et du communisme est impossible. Mais seul a le droit de critiquer celui qui ne craint pas la vérité.

*
* *

Nous avons communiqué cette lettre à notre camarade allemand auteur de l'article en question, qui y fait la réponse suivante :

Mon article a été écrit au mois de Mai ; les chiffres qu'il contient se rapportent donc à fin Avril, chiffres qui ne reposent évidemment que sur des estimations, mais celles-ci sont fondées sur maintes indications provenant de camarades restés en Allemagne.

D'autre part, le parti socialiste ouvrier *n'a jamais eu 50.000 membres comme le déclare Bertram d'après les déclarations de Seydevitz, ancien chef du parti, qui en est parti depuis janvier. Il n'a jamais dépassé le nombre de 30.000. Au mois de mars 1933 le congrès illégal du parti représentait de 15 à 16 mille membres ; au commencement du mois d'août, il en restait à peu près 10.000 ; vers la fin de ce mois, les persécutions s'accroissant et le parti n'ayant pas la possibilité matérielle de transférer d'une ville à l'autre les militants en danger,* plusieurs centaines *d'arrestations eurent lieu qui firent* encore *baisser le nombre des adhérents mais nous pouvons constater avec satisfaction que les brèches sont dès maintenant fermées, et l'organisation rétablie. Le danger reste naturellement très grand car manquent les moyens matériels.*

En outre la parti socialiste ouvrier *n'est plus seul. Il est l'un des noyaux du nouveau parti communiste. Il travaille d'accord avec la fédération de la jeunesse ouvrière, les trotskystes et d'importants groupements, qui se sont séparés du parti social-démocrate. Avec l'un des plus importants de ces groupements un pacte a été conclu il y a deux mois.*

Quant au parti communiste allemand il n'existait presque plus du tout jusqu'à fin avril ; selon Heckert lui-même, il lui fallait alors plusieurs semaines pour le regroupement. Le chiffre de 25.000 militants donné par moi pour fin avril était donc plutôt trop élevé. Depuis lors on a pu constater un accroissement de l'activité du parti communiste jusqu'en juillet. Mais même pour juillet le nombre de 40.000 membres actifs plus 170.000 « sympathisants actifs » n'a rien à voir avec la réalité. Depuis juillet, le parti communiste a subi de nouveau des grandes pertes dûes à la folie de ses mots d'ordre qu'on ne peut traiter que de criminels. Par son aventurisme, il envoie ses meilleurs militants directement dans les prisons.

Si on tient compte qu'il y a maintenant une grande quantité de groupes communistes qui se sont séparés de la direction officielle du parti, on ne peut estimer le nombre des communistes officiels qu'à 8 ou 10 % de l'effectif au temps de la légalité : c'est-à-dire 20 à 30.000.

Enfin, si je n'ai soufflé mot de 1923, c'est parce que je ne donne pas à la fausse tactique de l'I.C. de ce temps l'importance dans la victoire de Hitler que paraît lui donner Bertram.

*
* *

D'autre part, au sujet de l'activité du parti socialiste ouvrier, un camarade nous communique les extraits suivants de deux journaux hitlériens :

Le « Journal de Munich » du 14 août écrit :

ORGANISATION SECRÈTE DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER DÉCOUVERTE A BRESLAU

La police à réussi à trouver les traces d'une organisation dirigée contre la sûreté de l'Etat et fort bien construite. Diverses informations indiquent que les anciens membres du parti socialiste ouvrier, dissous et interdit, ont de nouveau une activité considérable. Parmi les hommes arrêtés, quinze sont inculpés de haute trahison.

La « Vossische Zeitung ». du 25 août écrit, d'après son correspondant de Dresde :

D'après les informations de la police, qui a été aidée par les troupes d'assaut, on a découvert à Dresde les militants et adhérents du groupe local du parti socialiste ouvrier qui continue à exister illégalement. 95 personnes ont été arrêtées. Les recherches qui ont suivi ont conduit à la découverte de groupes locaux du parti socialiste ouvrier dans les environs de Dresde, groupes dont l'activité a été également arrêtée.

A propos de la « littérature prolétarienne » Une camarade nous écrit :

Vous savez que la plupart des gens ignore tout à fait ce que c'est que le travail en usine; même dans l'ensemble de ces « classes moyennes » dont on parle tant et que tous les partis révolutionnaires essaient d'attirer à eux, croyez-vous qu'on ait une idée bien précise de cet aspect de la vie des hommes, qu'on y réfléchisse même, ou qu'on rattache l'idée de Révolution à l'état d'esprit, à l'état d'être que peut créer la vie à l'usine ? Je suis absolument convaincue que non, je crois que malgré toutes les « littératures prolétariennes », c'est une chose qui a été très peu ou très insuffisamment exprimée et qui doit l'être ; j'ose dire qu'elle ne le sera jamais assez...

L'Anschluss et l'hitlérisme. Du camarade Van Zürk :

Dans « les faits de la quinzaine » de la R. P. *du 10 septembre 1933, Louzon, parlant du boycottage des produits fascistes s'écrie : « c'est à Berlin qu'il faut frapper. »*

Exact.

Mais il y a quelques mois, dans un des numéros de la R.P., *Louzon, examinant le problème de « l'Anschluss » se déclare partisan de celui-ci même si cela signifiait un renforcement de Hitler car, prétend Louzon, si la classe ouvrière autrichienne dans sa grande majorité désire l'Anschluss il n'y a pas de raison pour que l'Internationale Socialiste s'y oppose. Evidemment, telle devrait être l'attitude de l'Internationale si on pouvait faire abstraction de Hitler. Mais comme cela n'est pas, il est évident que l'Anschluss signifierait pour Hitler non seulement une grande victoire morale mais également un renforcement économique considérable. Or, comme le fascisme nous paraît pour le moment l'ennemi le plus redoutable — (et c'est également l'opinion de Louzon, je pense) — il me paraît juste de condamner l'Anschluss pour toucher le fascisme allemand dans son cœur, c'est-à-dire à Berlin. Naturellement, en faisant cela, nous faisons momentanément le jeu de la bourgeoisie française mais, — Louzon le dit lui-même —, « Cela est inévitable. Nulle arme n'est parfaite ; peu importe ! si elle permet de parvenir au but poursuivi. » Tant que le capitalisme régnera dans ce monde, le prolétariat, chaque fois qu'il accomplira un geste de défense, fera nécessairement le jeu d'une partie de ses adversaires. La paix de Brest-Litvosk l'a magistralement démontré.*

Le camarade Van Zürk me paraît avoir substitué à ce que j'ai écrit sur l'Anschlüss ce que m'ont fait dire à cet égard des pseudo-critiques habitués, par indigence d'esprit, ou par mauvaise foi, ou peut-être par un mélange des deux, à déformer grossièrement la pensée de ceux qu'ils prétendent « critiquer », — et auxquels je n'ai pas l'habitude de répondre.

Je lis dans mon article sur la révision des traités, du 10 mai, qui est, je pense, celui auquel Van Zürk fait allusion, comme première phrase sur l'Anschluss : « La première chose à réviser c'est la scandaleuse interdiction faite à l'Autriche de disposer d'elle comme elle l'entend » ; et comme dernière phrase : « L'Autriche doit, comme tout autre pays, avoir le droit de libre détermination. ».

D'autre part, je lis dans un numéro précédent (25 mars), sous mes initiales, un article intitulé Bas les mains devant l'Autriche ! où je demande aux organisatons qualifiées du prolétariat mondial de « faire connaître à la classe ouvrière de Vienne qu'en cas d'une agression de la part de l'Italie **ou de l'Allemagne,** il lui fournira armes, munitions et soldats. »

Comment prétendre dans ces conditions que je suis partisan de l'Anschluss de l'Autriche avec Hitler !

Il y a en effet deux questions qu'on s'obstine à confondre, mais qu'il faut à toutes forces distinguer.

Le prolétariat autrichien doit-il s'inféoder au fascisme, en unissant son pays à l'Allemagne, dans les circonstances actuelles ? — Evidemment non ! — Mais cette décision c'est au prolétariat autrichien à la prendre, et non au capitalisme des pays de l'Entente. Ce que je réclame dans mon article sur la révision des traités, c'est la suppression de l'ignominieux article 80 qui interdit à l'Autriche de s'unir politiquement, ou même économiquement, à d'autres pays sans la permission de la France et de l'Angleterre.

L'avènement d'Hitler, loin de rendre moins urgente cette suppression, la rend au contraire plus pressante. On a dit et redit que c'était la politique de la France à l'égard de l'Allemagne qui avait fait l'hitlérisme ; je pense qu'il y a là une exagération ; l'hitlérisme est surtout le produit d'une situation intérieure mais il n'en reste pas moins que la politique impérialiste de la France à l'égard de l'Allemagne en y surexcitant le sentiment national, a considérablement facilité la tâche d'Hitler. De même pour l'Autriche. Si le capitalisme français, aidé par des anti-fascistes à courte-vue, s'obstine, en maintenant l'article 80 du Traité, à vouloir empêcher par la force les autrichiens de s'unir à qui ils veulent, ils porteront ceux-ci à s'unir à n'importe qui, — même à Hitler —, pour faire pièce à ceux qui prétendent leur supprimer la liberté de le faire.

Maintenir l'interdiction de l'Anschluss, c'est au premier chef apporter de l'eau au moulin d'Hitler ! C'est au prolétariat autrichien, et à lui seul, de combattre l'Anschluss ! Et la première condition pour qu'il puisse le combattre avec efficacité, c'est de lui donner toute liberté de le réaliser — ou de ne pas le réaliser. R. L.

Pour les chercheurs. — Un vieil anarchiste nous écrit :

Je peux renseigner sur toutes les rubriques ou articles parus dans les journaux ou revues socialistes, communistes et anarchistes depuis plus de trente ans.

Egalement sur un assez grand nombre de livres et brochures épuisées depuis longtemps.

M'écrire directement :

Jean Rey, publisciste, Falicon (Alpes-Maritimes).

La nouvelle équipe Marquet et Cie prend-elle à son compte la circulaire de Monzie contre le syndicalisme des instituteurs ?

La correspondance de Victor Serge

(Suite) (1)

On connaît « l'Affaire Roussakov » racontée dans tous ses détails par Panaït Istrati dans « Vers l'autre Flamme ». Ce que Victor-Serge avait prévu (voir sa lettre du 2 mars 1929 dans notre numéro 158) s'était produit : on avait tenté d'expulser son beau-père et toute la famille des chambres qu'ils occupaient, en lançant contre celui-ci des accusations ineptes; la femme de Victor Serge avait été frappée par une « jeune communiste » parce qu'elle avait voulu défendre son père insulté. Il en était résulté un procès intenté aux Roussakov, qui avait abouti devant le tribunal populaire à un acquittement éclatant. Mais les ennemis des accusés appartenant au P.C. ne pouvaient avoir tort dans un conflit avec des « sans parti » : le jugement fut cassé d'ordre supérieur et dans un nouveau procès les victimes, le père Roussakov et sa fille Liouba, femme de Victor Serge, furent condamnés, à des peines du reste relativement faibles (3 mois et un mois de travaux obligatoires) parce qu'on n'osa pas maintenir les accusations graves formulées d'abord contre le vieux père.

Le travail forcé

Au sujet de la peine que dut subir sa femme, Victor Serge écrivait le 1er août 1929 :

La loi soviétique tend à remplacer la prison par les travaux obligatoires, ce qui est un grand progrès, ces travaux n'impliquant pas de privation de liberté. Ceux qui ont un emploi ne le quittent point mais versent, pendant la durée de la peine, 50 % de leur salaire à l'Etat. Réduction à l'amende. Depuis dix ans Liouba travaille avec moi, pour des institutions connues et qui le certifient. Le Syndicat des écrivains atteste aussi qu'elle collabore à tous mes travaux. Mais ce cas exceptionnel n'est point prévu, il faut que la transformation de la peine en amende soit donc admise par le tribunal qui a formulé l'arrêt. Nous ne lui demandons, cela va de soi, aucune faveur, mais l'assimilation d'un cas un peu exceptionnel à la règle commune. La demande de Liouba est par hasard, reçue par le juge qui a conduit l'affaire de la façon que vous savez et qui répond tout de suite qu'elle « n'a qu'à aller travailler à l'atelier des condamnés », préjugeant ainsi catégoriquement d'une décision qui doit être prise non par lui, mais par le Tribunal au complet, et manifestant l'intention nette de brimer la personne qui s'adresse à lui. Il remet d'ailleurs aussitôt l'examen de la demande à un terme éloigné, *tout en refusant de surseoir en attendant, ce qui est d'une logique élémentaire, à l'application de la peine discutée. Liouba lui envoya le lendemain une déclaration disant « qu'en raison de l'attitude très précise du tribunal à son égard, elle retirait sa demande du...» Il n'y avait pas autre chose à faire.*

Du moins savons-nous maintenant par expérience ce que vaut ce progrès dans le régime pénitentiaire : la substitution des travaux obligatoires à la prison. Liouba se rend à 8 heures du matin à un atelier étouffant et sale, installé dans une ancienne prison militaire. On y travaille à la tâche sans connaître sa tâche. *Liouba confectionne des sacs d'emballage en gros papier. On lui donne sa tâche le matin. Quand elle l'a terminée... on en ajoute. Aucun règlement n'est affiché. Impossible de savoir si l'on a des droits, lesquels, s'il y a un contrôle. Il paraît qu'il y a une tâche déterminée, mais que ceux qui parviennent à la connaître et à la réclamer s'attirent des tas d'ennuis. Les condamnés — il y a des voleuses, des meurtriers, des pick-pockets, des fraudeurs, quelques avorteuses — se jalousent, se dénoncent, fricotent, se taisent et accueillent d'ailleurs Liouba avec une hostilité marquée à cause de son allure étrangère et affinée. Le travailleur est en fait absolument sans défense... Ne point chercher à se renseigner sur ses droits et à les défendre, c'est se vouer à une exploitation très dure ; se renseigner et se défendre, même avec le plus grand tact, c'est s'attirer l'inimitié des autorités... Le progrès du régime pénitentiaire consiste à faire travailler des condamnés* sans les nourrir ni les payer. *Il y a des gens qui font des années. Comment vivent-ils? (On gagne* 10 *roubles par mois; ici ce n'est rien).*

Le plus grave, c'est la haine des gens affinés, cultivés, d'allure différente, de caractère indépendant, qui transparait partout, chez tous ceux auxquels on a affaire dans les institutions inférieures. Vous vous trouvez en présence d'un juge à peu près illettré ou très primitivement instruit, qui a quelquefois une tête de brute (ça nous est arrivé hier) : vous sentez tout de suite qu'il vous en veut — et c'est si tristement humain — de parler une langue plus correcte et d'avoir une autre tête.

Un autre aspect de la question, c'est le problème des générations. Une génération nouvelle monte qui bouscule rudement la précédente. La précédente a connu l'ancien régime, la guerre, la révolution, le grand idéalisme des belles années, les convictions qui remuaient des montagnes. Celle-ci n'a reçu ni l'éducation de l'ancien régime, ni celle d'un régime nouveau: elle s'est formée dans une impitoyable lutte pour l'existence, sans éthique, sans idéalisme, mais avec une série de réactions très vives contre les traits psychologiques de ceux qui l'ont devancée. Son esprit dominant est une sorte d'américanisme fruste. Elle est naturellement bien-pensante comme toutes les jeunes générations qui ne veulent qu'arriver, et très, très bornée. Ces jours-ci, par suite du 1er août et de l'affaire de Mandchourie, les colonnes de jeunes gens n'ont pas cessé de défiler dans les rues, le soir, en chantant et sifflant avec une allure belliqueuse qui remuait en moi des souvenirs tristes. Toute cette génération montante, malgré les bannières qu'elle arbore et les insignes, est parfois si loin de l'objet de nos luttes que si d'autres facteurs historiques n'interviennent, elle nous réserve bien des surprises amères. Vous ai-je dit que l'américanisme est ici en grande mode littéraire et industrielle? Ford est un idéal. Une école de poètes — la meilleure d'aujourd'hui — intitule son manifeste : Business ! *Le grand succès de l'an dernier ç'a été un roman* (l'Envie de J. Olech) *dont le héros est un directeur d'industrie communiste parfaitement « américanisé »: il rappelle trait pour trait les business-men de partout et il est bien-pensant comme eux.*

Une circulaire ministérielle de la Justice vient de

(1) Voir nos numéros 156 et 158.

décider que les plaintes des particuliers contre les arrêts rendus par les tribunaux locaux ne seront plus examinées à Moscou, où l'on n'examinera désormais en pareil cas que... les plaintes des organisations. Ici se révèle encore un trait grave du présent: le dédain absolu, le désarmement total de l'individu. C'est grave parce qu'il y a là un cercle bien vicieux: sans individus actifs et forts, pas d'organisations vraies et vivantes, mais des machines bureaucratiques.

Le cas Pilniak

Dans une lettre du 7 octobre de la même année, Victor Serge illustre un nouvel exemple de la haine dont sont l'objet les esprits indépendants et véridiques :

...Il y avait aussi l'affaire Pilniak. Vous avez dû lire le beau livre traduit de cet écrivain, le plus talentueux en somme des écrivains soviétiques (L'Année nue, *en russe l'ouvrage est plus fort qu'en français, on l'a fâcheusement abrégé*). *Eh bien, il a écrit l'an dernier un livre d'une force et d'un réalisme semblables,* Bois rouge *ou* Bois des Iles, *mais qui est une peinture de l'année* 1928 *dans une petite ville sans présent ni avenir. Peinture d'une vérité effrayante, je viens de m'en rendre compte en observant la vie de quelques autres petites villes, moins défavorisées, tout aussi tristement marécageuses. On lui refuse ici l'imprimatur. Dans l'entretemps, une librairie berlinoise spécialisée dans la publication des auteurs soviétiques, publie le livre. Notre* Gazette littéraire *officieuse déclanche aussitôt contre Pilniak une campagne d'une violence inouie, fondée tout entière sur deux assertions gratuites et incontrôlables pour le public: que le livre est un affreux libelle contre le pays et qu'une librairie « blanche »(!!!) l'a publié. Des résolutions votées par des tas d'organisations et de gens qui ne connaissent ni cette librairie, ni ce livre se mettent à pleuvoir. Les explications de Pilniak sont déclarées insincères (je le connais bien, c'est un artiste et un homme probe, profondément attaché à la révolution et au pays, mais qui a ses idées bien chevillées dans la tête). On l'exclut de diverses organisations comme du syndicat des auteurs dramatiques (!!); on réclame des sanctions; il est aux abois, il va se voir refuser tous ses manuscrits. Bref, il paraît assommé et avec lui pas mal de gens, car la leçon porte. Il vient d'écrire un nouveau livre. Je me demande s'il réussira à le faire paraître. Dans le cas contraire, c'est un très grand talent — et l'un des plus probes — à la mer. Je dis l'un des plus probes, car il y a, parmi ceux qui le condamnent à grands cris, une foule d'écrivassiers sans convictions ni caractère.*

La lâcheté des "intellectuels"

Sur ces entrefaites l'article de Panaït Istrati sur l'affaire Roussakov a paru dans la *Nouvelle Revue française* : grande indignation en Russie dans tous les milieux dépendant directement du P.C. Bien entendu personne n'a lu l'article (Serge lui-même n'a pu s'en procurer le texte). Il écrit le 9 novembre 1929 :

*L'abominable invention de l'*Huma, *Panaït Istrati au service d'une tour pointue du Levant, a été reprise en chœur par toute la presse ici, si bien qu'à vouloir expliquer ou défendre le pauvre copain, on fait figure de complice d'une tour pointue et vous voyez l'effet ! Ajoutez que nul indice permettant de savoir ce qu'il a écrit, à quel propos, pourquoi, n'a été donné nulle part. Et la* Gazette littéraire *de Moscou publie dans son numéro du 9 une vigoureuse protestation des écrivains soviétiques contre l'attitude scandaleuse et la « calomnie » de Panaït Istrati. Aucun des signataires ne connaît Panaït Istrati — je le sais — aucun n'a la N.R.F. (2) introuvable à Moscou, aucun ne connaît les faits en cause; mais ils marchent sur la foi d'articles de journaux (qui puisent leur substance dans l'*Huma*). Comment ne marcheraient-ils pas? Ce serait refuser de défendre la patrie, etc., etc.; mettre en doute les assertions énormes de la presse, c'est faire preuve de défiance à l'égard de l'organe central du C.C., etc., etc.; bref, un simple geste de doute ou de dénégation vous oppose à toute la machine. Alors, les uns marchent de bonne foi, croyant à ce qu'on leur raconte, les autres par faiblesse et manque d'information, les troisièmes parce qu'ils s'accommodent joyeusement de ces mœurs-là...*

Avec cela, depuis les dernières affaires littéraires, dont je crois vous avoir touché un mot, les écrivains osent à peine se regarder en face quand ils se rencontrent. Ils se sont condamnés et blâmés les uns les autres à tour de bras, faisant hors de propos assaut de loyalisme, « jugeant » des livres qu'ils n'avaient point lus ou qu'ils connaissaient depuis des années sans les blâmer, etc... Je demandais ces jours-ci à l'un d'eux d'où vient cet abaissement général des caractères : « Il faut bien vivre ! » m'a-t-il répondu. Il vient aussi en réalité du manque de convictions. Je vois des hommes — qui valent au fond mieux que ça — mis en demeure de choisir entre leur petit confort matériel et leur dignité intellectuelle, se faire plats, tout plats. Cela me confirme, il est vrai, dans de vieilles idées, durement exprimées par Sorel autrefois, sur le rôle social des intellectuels. Il y a crise de matériel humain, crise de qualité. C'est peut-être la plus sérieuse des crises.

Nous vivons des jours mornes, dans une expectative difficile et une solitude sans nom: car cette atmosphère est isolante. Il y a des jours où j'évite les meilleurs d'entre ceux que je connais et rencontre, car ils sont vraiment trop impuissants — et devant eux-mêmes, — et comment leur cacher que je les juge tels quand une sorte de respect humain ordonne d'ignorer leur faiblesse...

Le 12 décembre il revient sur le thème inépuisable de la lâcheté des intellectuels :

Nos luttes à nous se poursuivent péniblement. Ma situation ne s'éclaircira que vers la fin de l'année à Moscou. Des signes avant-coureurs ne laissent pas que de m'inquiéter et, beaucoup plus encore, de me confirmer dans la conviction qu'une grande cure morale s'imposerait à nombre de gens. Des « amis » écrivains ou intellectuels, font discrètement le vide autour de nous, se défilent, nous « laissent tomber », car nous sommes compromettants et ils ne tiennent pas à être les témoins des vilenies auxquelles nous paraissons devoir être en butte. Il est trop commode de n'être point renseigné, de ne point connaître les hommes et les choses: ça permet de croire les journaux et de signer les réso-

(2) La Nouvelle Revue Française.

lutions qu'on vous demande de signer. Tandis qu'un refus vous expose à tant d'ennuis ! Mais cette lâcheté insaisissable et générale est écœurante. Le moindre courage civique est dans nos disettes — et Dieu sait si elles sont sérieuses — la plus rare denrée. Les attaques si vives contre le collaborateur de la N.R.F. (1) *ont terrifié ce peuple de lièvres, nos littérateurs. Les moscovites, dont quelques-uns seulement, mes amis personnels, étaient informés des choses, ont signé, bien sûr, un factum à la manière des résolutions unanimes qu'on vote dans les « discussions » contre les déviations d'ici ou de là. Les léninegradois n'en ont rien fait, mais ont eu une tremblote impressionnante. Garder le silence devant des infâmies manifestes est gênant. Parler, impossible. Et que faire, que faire si l'on vous demande de signer? La sagesse prescrit en tout cas de lâcher au plus vite le copain qui risque de se faire étrangler demain sous vos yeux.*

N'allez pas croire qu'il n'y a là qu'une carence morale. Je suis écœuré, révolté, mais je dois bien convenir que pratiquement la plupart de ces hommes n'ont de possible que le « punaisisme intégral ». Le simple refus de s'associer à une campagne contre X ou Y vaudrait à notre homme de lettres moyen d'être aussitôt assommé par un article dans lequel on l'accuserait d'avoir léché les bottes de la reine Victoria (ou de quelque chose d'analogue) sans lui laisser aucune possibilité de réponse. Après quoi, le moins qui puisse lui arriver est de n'être plus publié nulle part... et de ne point trouver d'emploi. Je ne considère comme faisant preuve de réelle débilité morale que ceux auxquels des situations matérielles excellentes permettraient une certaine tenue morale ; mais ils semblent jusqu'à présent tenir davantage précisément à ces situations matérielles excellentes. On l'a bien vu récemment quand il a été question de l'ostracisme contre Pilniak pour une nouvelle simplement réaliste, après tout, sur la vie d'une petite ville de la Volga.

Ainsi le cercle semble se resserrer autour de nous. Visiblement on n'admet plus l'existence d'aucun nonconformisme et c'est une orientation bien arrêtée. Le vieux père est toujours sans travail et sans le moindre espoir, désormais, d'obtenir du travail. Comme Bluma, du reste, il demeure exclu de la coopérative de logement — c'est illégal, mais nous n'avons aucun recours — au moment où se préparent de sévères révisions du statut des locataires et des augmentations de loyer. J'ai encore d'autres proches ici, une sœur âgée, une jeune nièce, en proie à une misère matérielle sans issue et que je ne peux secourir réellement sous peine de nous enliser tous. Ma sœur est institutrice sans travail depuis des années, d'origine qualifiée « bourgeoise » d'ailleurs, ce qui est archi-faux; mais dès lors son enfant est tarée, toutes les portes fermées devant elle. Depuis que ma disgrâce s'est accentuée, je ne puis plus rien pour eux. Réflexions sur la lâcheté. Autour d'un homme il y a toujours une dizaine de faibles auxquels il sert d'appui. S'il lutte, s'il prétend garder une conviction même silencieuse, il ne se voue pas seul à bien des désagréments (c'est son droit, c'est peut-être sa dignité et une de ses raisons de vivre), il entraîne tous ces faibles dans sa chûte ou ses tribulations.

(A. Suivre).

(1) Panaït Istrati.

La Renaissance du Syndicalisme

LA CIRCULAIRE DE MONZIE

Un monument d'hypocrite réaction

La presse a reproduit avec magnificence la circulaire du ministre de l'Instruction Publique de gauche à ses Inspecteurs d'Académie.

Elle méritait cette large diffusion.

La circulaire

C'est un monument : un monument d'hypocrite réaction.

Le mouvement du 20 février

Sur le mouvement du 20 février, M. le ministre s'exprime ainsi :

Une tentative de grève minutée a eu lieu, il y a quelques mois. Je ne saurais mesurer son importance numérique, car les rapports qui m'ont été adressés étaient vagues et systématiquement discrets, comme si l'administration départementale craignait de savoir ce qu'elle souhaitait n'avoir pas à réprimer.

M. de Monzie se moque du monde. L'administration départementale pouvait savoir la vérité pour le mouvement du 20 février. Elle l'a sue quand elle l'a voulu dans certains départements: il lui a suffi de demander aux maîtres un rapport sur leur heure de rentrée en classe le 20 février. Je ne sache pas qu'aucun des nombreux manifestants de ce jour ait hésité à prendre la responsabilité de sa manifestation.

M. de Monzie continue ainsi :

En raison de la date choisie et des précautions observées, il n'y a pas eu de dommage véritable pour l'école. Il en serait tout autrement si la rentrée d'octobre était retardée d'une heure ou d'une demi-heure par application d'un accord syndical entre les maîtres de notre enseignement primaire public.

Les populations que la crise économique incite à critiquer plus volontiers les aises du fonctionnaire n'admettraient pas que, pour une part si minime soit-elle, les enfants d'âge scolaire fissent les frais d'une querelle entre l'Etat et ses préposés.

En vérité M. de Monzie continue à plaisanter. En quoi une demi-heure d'interruption de service en octobre est-elle plus dommageable qu'une demie-heure d'interruption en février?

En rien. Mais il s'agit pour le ministre de présenter d'une manière acceptable à l'opinion publique le contraste entre son indulgence (?) d'hier et sa sévérité de demain. Indulgence d'hier qui s'explique parce que le mouvement du 20 février servait de contre poids au mouvement des d'Anthouard et des Nicolle. Sévérité de demain motivée par le froncement de sourcils des sénateurs, laïques peut-être mais actionnaires sûrement.

Quant au fond de la question, il sait bien que les vrais syndicalistes ont des intérêts de l'enfance populaire un tout autre souci que tous les politiciens de France; les Syndicalistes lui ont prouvé et lui prouvent cet intérêt en luttant de toutes leurs for-

ces contre les suppressions de postes, les taudis scolaires, les programmes et les méthodes imbéciles. Mais il s'agit de dresser les populations atteintes par la crise économique contre les « *aises du fonctionnaire* ».

Il faut pourtant reconnaître que M. de Monzie a eu une note assez juste en écrivant que les instituteurs ne « *sont pas chargés d'instruire la Nation* ». Car il y a tout au moins une partie de la Nation qu'ils ne pourront jamais instruire: cette couche de politiciens hypocrites, retors, corrupteurs du suffrage universel et de la nation que l'ambition du syndicalisme est de balayer à tout jamais.

Pathos sur la liberté contre la liberté

Mettre le fonctionnaire hors du droit commun — c'est-à-dire lui dénier le droit de parler, d'écrire et d'agir comme un autre citoyen français — telle a toujours été la volonté de la fine fleur de la réaction française.

Défense de faire grève, évidemment! N'en parlons pas! Mais voici plus subtil:

L'instituteur qui tiendrait « à des adolescents » ou à « d'anciens élèves » un langage « subversif » même « *à l'abri de nos lois républicaines* » serait l'objet de poursuites *disciplinaires*. C'est-à-dire que ce qui sera toléré pour un rentier, un commerçant, un ouvrier ne sera pas toléré pour un instituteur. Défense à l'instituteur de parler aux *hommes* pour soulager sa conscience!

Lisons de près tout le passage de la circulaire, embrouillé à plaisir comme pour prouver combien une mauvaise conscience est nuisible à la « vieille clarté française » :

J'ai dit que les instituteurs et les professeurs d'Université étaient libres dans leurs propos et leurs écrits publics à l'égal de l'universalité des citoyens. Mais ils sont soumis aux mêmes sanctions s'ils prétendent se dérober aux devoirs communs. Le gouvernement qui n'accepte pas l'objection du contribuable, répudie plus énergiquement encore l'objection du mobilisé. L'avertissement donné aux objecteurs de conscience par la circulaire de M. le ministre de l'Intérieur en date du 26 janvier 1933 s'adresse aux instituteurs en même temps qu'à tous autres hommes de France. Mais il va de soi qu'un maître d'école, soustrait par son âge aux obligations militaires, commettrait une vilenie morale si, ne s'exposant lui-même à aucune poursuite, il tenait à des enfants ou à des adolescents, à des élèves ou à d'anciens élèves, un langage susceptible de les exposer à des poursuites dont il n'épouserait pas le risque.

Ce maître serait l'objet de poursuites disciplinaires. *J'entends que soit poursuivi de la même façon celui qui, par jactance ou tout autre motif, se vanterait d'avoir tenu ou de tenir un tel langage à l'abri de nos lois républicaines. Hors l'école comme dans l'école, nous avons le droit d'exiger d'un maître qu'il soit digne dans ses attitudes et dans l'exercice d'une liberté largement impartie à ses activités comme à ses opinions.*

(1) Après les étranges excitations publiques de M. de Monzie il suffira de rappeler les quarante-cinq années de guerre de Louis XIV et ses annexions en pleine paix, les guerres folles de Napoléon, pour voir certaines familles hurler à l'antimilitarisme. Il suffira peut-être de dire que la France a conquis un grand *empire* colonial pour paraître dénoncer, l'*impérialisme* français!

Et maintenant ?

Allons, malgré toutes les réticences, les choses sont claires.

M. Daladier flanqué par la nouvelle équipe Marquet veut rétablir l'autorité de l'Etat, c'est-à-dire briser le syndicalisme *ouvrier*. Car le syndicalisme des commerçants, des industriels et des fraudeurs de l'impôt (2), peut dormir tranquille, lui.

Pour savoir ce que nous ménage le jacobin Daladier, il nous suffit d'avoir de la mémoire.

Les jacobins se suivent et se ressemblent: Daladier vient après Clémenceau. Le Taciturne imite le Tigre: lutte contre le syndicalisme, et « la patrie » toujours plus grande (voyez le sang des marocains sur l'un comme sur l'autre).

Il serait vain d'épiloguer sur le droit de grève ou le droit de ceci et de cela.

« Question de force », aurait dit le Vieux Cynique. C'est très exactement cela.

Allons-nous défendre le Syndicalisme, toutes forces réunies ou bien allons-nous aller à la bataille et à la débandade les uns après les autres?

La réponse est entre les mains des Congrès Confédéraux et tout particulièrement du Congrès de la C.G.T. La C.G.T. va-t-elle comprendre son devoir?

La note suivante *du Peuple* (16 septembre, le dernier reçu en province à l'heure où j'écris) en ferait douter:

On sait que le 21 août dernier, après le congrès des instituteurs, M. de Monzie avait adressé une circulaire aux inspecteurs d'Académie.

Cette circulaire était restée jusqu'ici secrète. Elle vient enfin d'être rendue publique et nous croyons devoir la porter à la connaissance de nos camarades instituteurs, bien entendu à titre documentaire.

Nous ne doutons point que nos camarades du Syndicat national qui ont, librement et en toute connaissance de cause, pris des décisions à leur congrès corporatif du gymnase Huyghens, ne répondent à leur heure et comme il leur conviendra au ministre de l'Education nationale.

On voudrait ne point trouver dans ces lignes un sarcasme contre un Syndicat qui s'oriente « *librement* » « trop » à gauche!

Nous sommes persuadés que, unitaires ou confédérés, les militants instituteurs feront, sans bravade et sans faiblesse, tout leur devoir face à la provocation des *républicains autoritaires*. Nous voudrions être sûrs que toutes les forces du syndicalisme leur donneront un appui autre qu'une solidarité verbale — que nous ne trouvons même pas dans la note ci-dessus du *Peuple*.

Les instituteurs syndicalistes attendent de l'organisation centrale représentative autre chose que des freins sur quatre roues.

B. GIAUFFRET.

(2) M. de Monzie ferait bien de dire ce que deviennent les poursuites contre les fraudeurs de la banque de Bâle et quelles sanctions ont atteint ces associations pro-fascistes qui par centaines d'affiches proclament leur volonté de ne plus payer leurs contributions et organisent la collecte des feuilles d'impôt. Une fois de plus le gouvernement fait semblant d'arbitrer les tendances contraires. Mais seuls les actes témoignent.

Quelques remarques sur ce monument

I

Il ne faut pas dire la circulaire de M. de Monzie. Nous ne lui en nions pas la paternité naturelle. Mais l'enfant a été adopté unanimement *par le Conseil de famille..., je veux dire le Conseil des ministres où siégaient M. Paul Boncour, syndicaliste-pacifiste (mais oui !), M. François-Albert, président de la Ligue de l'Enseignement, M. Pierre Cot, jeune-radical et ami de l'U.R.S.S.* Tout le gouvernement de gauche contre tous les instituteurs syndicalistes. *Voilà une formule à coller sur les murs des circonscriptions électorales de MM. Déat, Montagnon, Marquet, Renaudel... et autres.*

II

Le ministre omet de renseigner l'opinion publique sur le premier objet du débat. Rappelons qu'il s'agit tout bonnement de ne pas reculer de 55 à 60 ans (en droit), 63 ou 65 ans (en fait) l'âge minimum de la retraite, or, M. de Monzie a pris nettement et publiquement position pour nous devant son président du Conseil à la tribune de la Chambre, mais on ne l'a pas consulté en novembre 1932, lors de la parution du premier décret sur les retraites, on a manœuvré contre lui au Conseil d'Etat et au Sénat, on a produit pour détruire sa documentation (fournie d'ailleurs par le Syndicat National) des renseignements faux, on a traité son intervention à la Chambre d'incident négligeable, et finalement le président du Conseil l'a magnifiquement laisser tomber malgré les engagements pris. Il y avait de quoi lancer son portefeuille à la tête de ses collègues ; M. De Monzie est resté. Ayant une revanche à prendre sur son Président, il la prend..., sur ses subordonnés en les insultant, les bafouant, les menaçant. C'est souverain contre l'énervement... et c'est même très aristoloche.

III

Quant au fond, rien de nouveau dans la circulaire, mais il y a... le ton. Une sorte de persiflage qui voudrait être méprisant. En 1925, le même ministre nous avait déjà fabriqué quelque chose du même style. Un ministre pourrait frapper, en rendant hommage à la conscience professionnelle et à la dignité de ses victimes ; Léon Bérard eut, au moins, cette élégance. Un homme politique pourrait manifester quelque sincérité, quelque émotion dans l'expression de son indignation patriotique. Tout cela n'est pas dans les possibilités de notre Grand-Maître. Il n'attribue que des mobiles vils à ceux dont l'indépendance le gêne, parce qu'il n'est pas capable d'en concevoir d'autres.

IV

Depuis de longues semaines, nous jouons le rôle de cible, exposée aux gros obus, aux balles incendiaires comme aux flèches empoisonnées, de toute la presse bourgeoise.

Les instituteurs syndicalistes ont choisi entre la solidarité ouvrière internationale et la fausse solidarité nationale. Leur choix leur vaut les insultes de toute la bourgeoisie et les menaces de leur chef. C'est normal. Ce qui serait anormal, ce qui motiverait notre surprise et notre angoisse : ce serait le silence de la C.G.T.

Camarades ouvriers, allez-vous assister en spectateurs narquois à un combat où c'est essentiellement de vous qu'il s'agit, de vous, *de vos enfants, du sort d'une génération qui aura à résoudre — ou la civilisation crèvera — les problèmes que nous posons aujourd'hui ?*

C'est à la C.G.T., réunie en son Congrès souverain, qu'il appartient d'intervenir dans le débat. De la netteté de ses affirmations dépendra, en partie, le sort de la bataille. Le Ministre a parlé ! La parole est à la C.G.T. !

Roger HAGNAUER.

A travers les Livres

Upton Sinclair : WILLIAM FOX (chez l'auteur).

« Upton Sinclair présente William Fox », tel est le titre complet, de style cinématique. Il s'agit en effet de cinéma. Vous avez tous vu des actualités « Fox Movietone » ? Eh bien, l'ex-directeur de cette firme ainsi que de « Fox-Films », de « Fox-Théâtres » et de bien d'autres sociétés encore est un personnage en chair et en os, Mr. William Fox. C'est un milliardaire. Mais, Sinclair nous l'affirme, un milliardaire honnête. Ce qui parait un peu fort de café. Car il a débuté dans la vie comme un pauvre petit juif sans le sou, marchand ambulant, ouvrier tailleur, etc... et le voilà à la tête d'une des plus importantes des six industries maîtresses des Etats-Unis. Peut-on croire que cette accumulation fantastique de dollars résulte de gains honnêtes ou même de la seule exploitation légale des salariés?... Enfin, admettons-le, puisque Sinclair le dit, et que d'ailleurs là n'est pas la question...

Voici donc notre Fox. Il est très intelligent. Il a une connaissance totale de tout ce qui touche à l'industrie du cinéma, il a de plus une intuition extraordinaire. (Avant tout le monde il a pressenti ce que serait le « parlant »). Grâce à ces dons hors classe il est devenu le grand homme du cinéma au pays du cinéma. L'avenir lui sourit, comme le présent. Le fleuve de dollars qui vient récompenser ses mérites semble devoir devenir toujours plus large... quand la cupidité de capitalistes rivaux, quand les *banques* entreprennent de détourner à leur profit ce fleuve de dollars.

Et c'est là tout le livre: la défense de l'industriel purement technicien contre les capitalistes purement financiers, les capitalistes qui ne sont en aucune façon qualifiés pour s'intéresser à une industrie déterminée.

A l'occasion de la crise, Fox finit par être vaincu. Les banques entrent en possession de ses sociétés... et ces sociétés entrent en décadence. Leur estimation en bourse baisse de 98 %.

Il n'y a pas de capitalisme anonyme. C'est ce qui fait l'intérêt de ce beau livre. Les personnages qui s'y haïssent et trahissent ne sont pas des entités, mais des personnages vivants, des dieux de la classe dirigeante américaine, connus de tout le public américain, sinon du monde entier. Ce sont Hoover, Ford, Rockfeller, Evans Hugues, Samuel Untermeyer, Adolph Zukor, Louis B. Mayer. C'est la *Telegraph & Telephon Company;* c'est la *Chase National Bank*. Sinclair suit les péripéties de la lutte de très près, avec des bilans de sociétés et des textes judiciaires. Cela lui permet de montrer comment non pas seulement la justice en général mais tels et tels juges sont aux ordres de l'administration — et comment cette administration nommément désignée — Hoover est tout petit garçon devant la Chase National Bank (Morgan):

Sur les 22 juges du Conseil d'Etat de New-York, il n'y en a que 3 qui ne soient pas achetés. Et les 19 autres on peut dire très exactement quelles sociétés les payent.

Toutes ces accusations sont donc des accusations précises, d'un intérêt immense pour le public américain. Et l'on comprend que pour un pareil ouvrage Sinclair se soit fait son propre éditeur. Pas un éditeur en effet n'aurait aimé être impliqué dans l'interminable chaîne de procès en diffamation que de pareilles accusations pourraient entraîner... mais qu'elles n'entraîneront pas (car elles sont trop vraies et Sinclair est trop renseigné).

La conclusion? Le livre en donne deux. La première est de William Fox lui-même. La victime des banques voudrait revenir au beau temps où le capital financier ne se mêlait pas de ce qui ne le regarde pas, où l'industriel avait les mains libres. En somme, que l'industriel pût être financier, ça lui irait mieux que de voir le banquier se mêler d'indus-

trie. Raisonnement enfantin, raisonnement de milliardaire.

La deuxième conclusion n'est guère que suggérée ; c'est celle de Sinclair, c'est la conclusion socialiste: Wall Street n'étant que banditisme et entrave à la production, vite un monde qui n'aura pas de Wall Street!

Si vous voulez, à la lumière d'événements récents, nous tirerons une troisième conclusion. Sinclair écrit p. 348, à propos de la ruine d'un des amis de Fox (car la haine des banques s'est étendue non seulement à Fox mais à ses amis) :

Le résultat de ce krach... fut qu'une bonne douzaine de banques de Philadelphie et de villes voisines furent obligées de fermer leurs portes, mais naturellement pas Drexel et Cy, les partenaires des Morgan. Les banques Morgan seront les dernières des Etats-Unis à fermer leurs portes — mais je pense bien qu'un jour viendra où elles devront les fermer!

L'idée sous-entendue mais très claire est que seule la révolution populaire fera fermer boutique à Morgan. Eh bien, voyez, Hoover dégommé, c'est le groupe rival qui triomphe et la gestion Morgan devient le « scandale Morgan ». Peut-être Fox est-il maintenant rentré en possession de ses sociétés... et d'autres qui ne sont pas siennes. La conclusion, c'est que l'écrivain socialiste a mille fois raison de nous faire voir les mœurs de la caste dirigeante mais qu'il doit être d'une extrême prudence pour prendre parti dans les querelles de groupes.

J. PÉRA.

LES LECTURES DE LA JEUNESSE (Fédération de l'Enseignement unitaire).

La Fédération des Syndicats de l'Enseignement laïc publiait depuis dix ans les *Editions de la Jeunesse*, brochures mensuelles qui connurent un franc succès. Elle a décidé de transformer cette publication en une revue pour enfants: les *Lectures de la Jeunesse*.

Cette nouvelle formule permettra d'apporter aux jeunes lecteurs, en plus des ouvrages de fond qui les intéressaient, des actualités mises à leur portée, des causeries littéraires ou scientifiques, des récréations diverses...

La revue sera présentée avec soin, abondamment illustrée et contiendra des pages spéciales pour les tout jeunes enfants.

Elle s'efforcera de réagir contre les niaiseries et les récits malsains qui sont la pâture habituelle des petits, contre la propagande cléricale et chauvine. Elle orientera délicatement les jeunes esprits vers une plus juste compréhension de la vie; elle les initiera peu à peu, tout en les récréant, aux problèmes sociaux.

Dans la situation actuelle — où il n'y a rien de sain pour l'enfance prolétarienne — nous ne saurions trop conseiller à nos camarades qui ont des enfants de 9 à 13 ans de faire confiance à l'initiative de la Fédération Unitaire de l'Enseignement.

La revue sera mensuelle. L'abonnement annuel est de 10 francs. S'adresser aux *Lectures de la Jeunesse*, 26, rue du Temple, Saumur. (Compte chèques postaux 8.126,Nantes).

B. G.

Ne pas oublier !

Le premier objectif des Marquet et Cie est une nouvelle diminution du salaire des fonctionnaires.

FAITS & DOCUMENTS

« Vive l'armée française ! ». — Le **Petit Marseillais**, journal de droite a, comme d'autres, envoyé un correspondant spécial à Moscou, M. Tabouis, pour assister à la réception de Pierre Cot. Les articles dudit correspondant publiés en première page, avec des titres fulgurants, chantent tous éperdûment la gloire de la Russie des Soviets. Et voici, tirées du numéro du 19 septembre, quelques précisions intéressantes :

Constatons d'abord qu'il est très agréable pour un Français de se promener en U.R.S.S. en ce moment. « Franzousky ! Franzousky ! », chuchotent les sujets de Staline en regardant avec une sympathique curiosité les touristes français, politiques ou autres, qui, cette année, ont été particulièrement nombreux. On s'écarte pour les laisser passer et, en général, le moindre de leurs désirs, si difficile soit-il à réaliser, exprimé à un commissaire du peuple, est immédiatement exaucé. Pour les Français, les musées s'ouvrent à toute heure, ainsi que la plupart des institutions, même celles qui ne figurent pas au programme de visite ordinaire...

En l'honneur de M. Herriot a été donné, au Grand-Opéra de Moscou, en quatrième représentation, le magnifique ballet sur la Révolution française, *La Flamme de Paris*. Il n'y a pas de hasard dans ce pays-ci, et c'est bien sur l'avis du gouvernement soviétique qu'un remarquable jeune artiste a composé avec tous les vieux airs de nos campagnes de France, avec la *Marseillaise*, le *Chant du Départ* et des chants révolutionnaires, ce splendide ballet, où les nouveaux Nijinsky et Karsavina dansent à ravir dans les plis ondoyants du drapeau tricolore, alors que le public applaudit particulièrement la superbe fin du troisième tableau représentant une stylisation de la *Marseillaise* de Rude, dans le décor de la place des Victoires, à Paris...

Ce fut pour nous une minute typique, dans l'hôtel de ville de Moscou, autrefois palais des gouverneurs, quand, dans la magnifique salle Empire aux éblouissantes murailles de marbre blanc où se déroulait un grand déjeuner d'honneur offert par Bogdarine, président du soviet de Moscou, aux grands hôtes français, ont retenti les cris de « Vive la France ! Vive l'armée française ! », poussés par des commandeurs de l'armée rouge et que, suivant la coutume asiatique, des roses furent jetées sur la table d'honneur au moment des toasts français.

ENTRE NOUS

UNE PRIME

Camarade instituteur,

Octobre est pour toi le moment des conférences pédagogiques. Si tu es vraiment syndicaliste, tu dois en profiter pour répandre la Révolution Prolétarienne.

Tu peux et tu dois aussi faire connaître son Précis de Géographie économique *qui est un remarquable instrument de travail.*

A l'occasion des conférences pédagogiques et à titre de propagande nous enverrons gratuitement à tout camarade qui prendra un dépôt du Précis de Géographie économique *les deux numéros de la R. P. contenant les compte-rendus des Congrès de Paris et de Reims, en autant d'exemplaires qu'il sera pris de* Précis.

Nous rappelons que les dépôts peuvent ne nous être réglés qu'après vente, et que nous reprenons les invendus ; les frais de port, y compris ceux du retour, sont à notre charge ; en outre, une remise est consentie au dépositaire.

Adresser les commandes directement à la Révolution Prolétarienne, 54, *rue du Château d'Eau, Paris* (X[e]), *Chèques postaux :* 734-92, *Paris.*



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.